COMMANDEMENT DES FORCES DE DÉFENSE AÉRIENNE DU TERRITOIRE

Le général d'Armée Chanegriha en visite de travail

(P4)

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de projets de textes exécutifs relatifs à des projets de développement

(P3)

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE DANS L'ATOMIQUE

L'Algérie veut tirer profit de l'expérience Russe

Le ministère de l'Energie et des Mines et la société russe d'énergie nucléaire «Rosatom» ont signé, mardi à Sotchi (Russie), un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, indique un communiqué du ministère.
La signature du mémorandum s'est déroulée en marge de la 13e édition du forum international «AtomExpo», qui s'est tenu au parc Sirius des sciences et des arts à Sotchi (Russie), les 25 et 26 mars en cours.

(Lire en Page 3)

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Cherfa préside une réunion de travail de la commission technique

(P3)

PROGRAMME INTERNATIONAL "HUAWEI SPARK"

Treize start-up algériennes s'accrochent

(P4)

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

La résolution du CS sur Ghaza a conduit à un isolement international de l'entité sioniste

(P12)

EDITION N° 7289 - JEUDI 28 MARS 2024- PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREB.DZ

Haïti : l'armée évacue plus de 170 Français et 70 étrangers par hélicoptère

Au milieu du chaos. Plus de 170 Français ont été évacués de Haïti à bord d'hélicoptères de l'armée française, a annoncé mercredi le ministère des Affaires étrangères. Quelque 70 Européens et autres ressortissants étrangers ont également été exfiltrés.
Les personnes concernées, « en situation de vulnérabilité », ont été transférées « à bord d'un bâtiment de la marine nationale qui les transportera aujourd'hui vers Fort-de-France », précise le Quai d'Orsay dans un communiqué.
Dimanche soir, le ministère avait annoncé la mise en place « de vols spéciaux » alors que la capitale de Haïti est en proie à la violence des gangs et que les liaisons aériennes commerciales avec Port-au-Prince sont interrompues. Quelque 1.100 Français, dont un grand nombre de binationaux, vivent en Haïti selon le ministère.

Airbus : un avion atterrit en urgence avec un moteur en moins

Les pilotes d'un avion reliant Melbourne à Perth, en Australie, ont été contraints de réaliser un atterrissage d'urgence ce lundi. L'un des moteurs de l'Airbus A330-200 de la Qantas a en effet connu un important dysfonctionnement, relate ABC News. Rien ne laissait présager que les passagers du vol QF781 allaient vivre une telle expérience car, jusqu'à ce que l'appareil entame sa descente près de l'aéroport de Perth, le vol s'était déroulé sans encombre. Mais l'un des moteurs a lâché, les voyageurs expliquant qu'ils avaient entendu une « détonation très, très forte ».
« Tout d'un coup, le personnel de cabine se précipitait, ouvrait les rideaux et se préparait à l'atterrissage sans que le capitaine ne communique en cabine », poursuit l'un des passagers auprès d'ABC Radio Sydney. Rapidement, les pilotes ont émis un signal de détresse et ont éteint le moteur qui dysfonctionnait, comme la procédure le recommande. Ils ont ensuite réalisé un atterrissage d'urgence. Cet atterrissage s'est déroulé sans problème et en douceur. Les passagers ont ensuite pu débarquer normalement, et n'ont pas manqué de remercier les pilotes et l'équipage pour leur réactivité. La compagnie aérienne a également tenu à saluer le courage et la compréhension des passagers, comme le rapporte Reuters. Ils ont assuré qu'il s'agissait d'un problème extrêmement rare.
« Les pilotes ont suivi les procédures pour ce type d'incident et ont coupé manuellement le moteur et demandé un atterrissage prioritaire », affirme le porte-parole de Qantas Airways, avant de préciser que ces avions étaient conçus pour pouvoir voler avec un seul moteur. Le président de l'Association des pilotes australiens et internationaux, Tony Lucas, a ajouté que la bonne gestion de cette situation de crise avait été rendue possible grâce à des pilotes entraînés et reposés.

Somalie: au moins 54 morts à cause du choléra au cours des trois derniers mois

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a annoncé, qu'au moins 54 personnes ont perdu la vie à cause du choléra en Somalie au cours des trois derniers mois, et que neuf de ces décès seraient survenus la semaine écoulée, constituant le bilan hebdomadaire le plus élevé de l'année, a indiqué mercredi cette instance onusienne.
Selon OCHA, l'épidémie de diarrhée aqueuse aiguë, qui sévit actuellement dans ce pays de la Corne de l'Afrique, se propage et des cas de plus en plus nombreux sont signalés dans les Etats d'Hirshabelle, du Puntland et du Sud-Ouest. Mogadiscio, la capitale, a connu une augmentation significative des cas de choléra au cours des deux dernières semaines. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) signale que, depuis le début de l'année 2024, le nombre de cas est trois fois supérieur à la moyenne des trois dernières années. Au 18 mars, plus de 4.383 cas ont été enregistrés et 54 décès associés dans 32 districts.
Il s'agit d'un taux de létalité global de 1,2 %, supérieur au seuil d'urgence fixé par l'OMS. Selon l'Agence sanitaire mondiale, 62% des décès concernent des enfants de moins de 5 ans.
Les agences humanitaires s'attendent à ce que l'épidémie s'intensifie avec le début des pluies (avril à juin). « Les prochaines pluies de devraient déclencher des épidémies dans des zones où la maladie n'a pas été observée depuis des années », alerte l'OCHA.
Sur le terrain et à l'approche des pluies, les partenaires et les autorités sanitaires somaliennes ont intensifié les activités de réponse et de préparation, guidées par un plan d'action de six mois dont la mise en œuvre nécessite 5,9 millions de dollars.
L'OCHA indique qu'environ 1,4 million de doses de vaccin ont été approuvées pour cinq districts : Daynile, Mahady, Buurhakaba, Bossaso et Balcad. En outre, 105 kits ont été distribués dans tout le pays, soit une quantité suffisante pour traiter 10.500 cas de fièvre aphteuse/choléra.
Toutefois, reconnaît l'agence, la réponse actuelle est confrontée à des défis, notamment le manque de personnel de santé qualifié pour gérer les cas compliqués, les mouvements de population importants, la faible sensibilisation des communautés, l'infrastructure médiocre des centres de traitement et le financement inadéquat.

Yémen: des millions d'enfants souffrent de malnutrition et d'un retard de croissance

Des millions d'enfants souffrent de malnutrition et d'un retard de croissance au Yémen, neuf ans après le début du conflit dans ce pays, s'est alarmé mardi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).
« Même si la réduction du conflit actif depuis avril 2022 (au Yémen) a entraîné une diminution du nombre de victimes civiles et de la détresse dans les communautés, la situation reste fragile sans un règlement politique durable – particulièrement critique à une époque où plus de la moitié de la population – 18,2 millions de personnes, dont 9,8 millions d'enfants ont toujours besoin d'une aide vitale », a déploré la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell.
« La fragilité est clairement démontrée par la malnutrition persistante dans le pays, où plus de 2,7 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë et 49 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance ou de malnutrition chronique. Cette condition empêche les enfants de grandir pleinement et entraîne des dommages irréversibles au développement physique et cognitif à long terme », a-t-elle alerté.
Et de poursuivre: « La combinaison brutale d'années de conflit prolongé, d'une économie en ruine et d'un système de soutien social défaillant a eu un impact dévastateur sur la vie des enfants les plus vulnérables au Yémen ».
« Beaucoup trop d'enfants continuent d'être privés des produits de première nécessité, notamment d'une alimentation adéquate, ce qui pourrait menacer les générations à venir si des mesures urgentes ne sont pas prises pour fournir aux enfants les mesures préventives et les traitements dont ils ont désespérément besoin », a mis en garde la responsable.
Malgré les conditions de trêve, des combats intermittents et des échanges de tirs se poursuivent dans de nombreuses régions du pays, des enfants étant victimes de mines terrestres et de restes explosifs de guerre. Depuis le début du conflit en 2015, plus de 11 500 enfants ont été tués ou blessés à cause du conflit, dont 3 900 enfants tués et 7 600 mutilés, selon les chiffres de l'ONU.

Un raid à Deir ez-Zor fait plusieurs morts, la Syrie condamne «l'agression américaine»

La diplomatie syrienne accuse les États-Unis d'avoir mené un raid dans la région de Deir ez-Zor. Le bilan est de huit victimes, dont un civil. Damas a également condamné une nouvelle fois la présence illégale américaine sur son sol. Le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a pour sa part déploré la perte d'un ingénieur. Que s'est-il passé à Deir ez-Zor dans la nuit du 25 au 26 mars ? Plusieurs soldats syriens et des membres des Gardiens de la révolution ont été tués dans une frappe à l'est de la Syrie. La diplomatie syrienne dénonce une «agression américaine». Le ministère syrien des Affaires étrangères «condamne cette agression et affirme son droit à la légitime défense et à demander des comptes à l'agresseur par les moyens prévus par le droit international», selon l'agence officielle Sana. D'après la diplomatie syrienne, la frappe imputée aux États-Unis aurait «entraîné le martyre de sept soldats et d'un civil» ainsi que la blessure d'une trentaine de personnes et d'importantes pertes matériels.
La diplomatie syrienne a exhorté «les pays du monde qui luttent pour préserver leur souveraineté» à condamner «cette agression», et à exiger que «les États-Unis d'Amérique mettent fin à leur présence illégale et à leurs opérations militaires terroristes dans la région».
L'agence iranienne Fars News a de son côté indiqué dans un message sur X (ex-Twitter) que Behrouz Vahdi, «un agent de sécurité iranien», avait été tué dans la matinée du 26 mars «suite à une attaque des avions du régime sioniste dans la région de Deir ez-Zor en Syrie».

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE DANS L'ATOMIQUE

L'Algérie veut tirer profit de l'expérience Russe

Le ministère de l'Energie et des Mines et la société russe d'énergie nucléaire «Rosatom» ont signé, mardi à Sotchi (Russie), un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, indique un communiqué du ministère.

La signature du mémorandum s'est déroulée en marge de la 13e édition du forum international «AtomExpo», qui s'est tenu au parc Sirius des sciences et des arts à Sotchi (Russie), les 25 et 26 mars en cours.

Le mémorandum d'entente comprend une feuille de route pour les activités de coopération conjointe pour les années 2024 et 2025, qui englobent l'utilisation des applications nucléaires dans le domaine de la santé, du traitement par rayonnement, des réacteurs de recherche, des produits pharmaceutiques nucléaires, de la formation scientifique et technique, ainsi que le développement de technologies et d'applications nucléaires à des fins pacifiques, selon le communiqué.

L'exposition «AtomExpo 2024», intitulée «Energie propre : construire l'avenir ensemble», a été organisée à travers des séances thématiques et des expositions présentant les principales avancées technologiques réalisées par les sociétés nucléaires russes et internationales.

Cette édition a également inclus un vaste programme d'échanges de vues, sous forme de tables rondes et de débats, avec la participation de dirigeants de l'industrie nucléaire, de directeurs d'entreprises internationales et d'experts mondiaux.

A noter que l'exposition a été inaugurée par le directeur général de Rosatom, Alexey Likhachev, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Mariano Grossi, et la directrice générale de l'Association nucléaire mondiale, Sama Bilbao y León.

"La Russie est très connue en matière de technologie nucléaire. Rosatom existe depuis 65 ans", a déclaré à Sputnik Afrique le PDG par intérim du

groupe pour l'Afrique centrale et australe.

Parlant de l'Atomexpo-2024 en cours, Ryan Collier, qui est un Sud-Africain, a estimé que l'événement était utile pour les participants africains grâce au large éventail de solutions énergétiques proposées par la société russe. "Rosatom travaille dans différents domaines au-delà du nucléaire, nous avons donc réalisé de très bons progrès en termes de batteries ainsi qu'en termes de centrales hydroélectriques. Cela a donc été une conférence très passionnante", a-t-il constaté.

Hamza B.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de projets de textes exécutifs relatifs à des projets de développement

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement, consacrée à l'examen de projets de textes exécutifs relatifs à des projets de développement à caractère stratégique, la numérisation, le dessalement d'eau de mer et l'agriculture, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 27 mars 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de projets de textes exécutifs relatifs à des projets de développement à caractère stratégique, en particulier dans le domaine du développement du réseau ferroviaire, notamment le tronçon reliant Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, ainsi qu'à la mise en œuvre du programme national de dessalement d'eau de mer, décidé par Monsieur le Président de la République, visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans le cadre d'une stratégie globale pour le renforcement de la sécurité hydrique. Le Gouvernement a également examiné les moyens de coordonner les efforts entre les différents secteurs afin d'accélérer l'opération de numérisation, notamment dans les aspects liés à l'interopérabilité entre les différents systèmes d'information et ce, en coordination avec le Haut Commissariat à la numérisation dans le cadre du groupe de travail multisectoriel chargé d'intégrer les services publics dans le portail national des services numérisés.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le bilan de la campagne labours-semailles 2023/2024, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures décidées par Monsieur le Président de la République pour encourager les agriculteurs, et sur la mise en œuvre de l'opération relative à leur accompagnement technique et opérationnel par les différentes institutions spécialisées, ainsi que l'examen des préparatifs en cours pour garantir le bon déroulement de la saison moisson-battage".

Hamza B

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Cherfa préside une réunion de travail de la commission technique

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a présidé, mardi, une réunion de travail de la Commission technique opérationnelle du recensement général de l'agriculture 2024, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des préparatifs en prévision du lancement de cette opération stratégique, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion a été l'occasion de présenter et d'examiner les résultats préliminaires du recensement pilote réalisé dans six (6) wilayas entre le 18 février et le 3 mars 2024, a précise le communiqué.

La rencontre a également été consacrée à la présentation et au débat de la stratégie d'information et de communication relative au recensement général de l'agriculture.

A ce propos, M. Cherfa a rappelé les instructions données par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres quant à la nécessité d'accorder une grande importance au recensement général dans le secteur de l'agriculture, en ce qu'il représente un mécanisme essentiel pour connaître les capacités nationales et identifier les besoins afin de prendre les bonnes décisions sur la base de données scientifiques exactes, selon la même source.

R.N.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Une Journée d'étude sur "la gestion des produits pharmaceutiques au sein des EPS"

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé mardi à Alger, l'ouverture d'une Journée d'étude sous le thème "la gestion des produits pharmaceutiques au sein des établissements publics de santé : Modernisation de la gestion de la pharmacie hospitalière et contrôle du circuit des produits pharmaceutiques dans les établissements publics de santé".

Dans une allocution à cette occasion, Saihi a souligné l'importance de moderniser la gestion des établissements publics de santé et de numériser l'ensemble des services, dont la traçabilité des produits pharmaceutiques, dans le but de servir au mieux les intérêts du patient et d'assurer une prise en charge optimale de son état de santé.

Le ministre a appelé, à cet égard, à la "mise en place d'une plateforme numérique interne au niveau de chaque établissement hospitalier public permettant à tous les services, y compris le service de pharmacie hospitalière, de travailler en coordination afin d'assurer une prise en charge optimale de l'état du patient".

Il a également insisté sur la nécessité de mettre en place des "cellules de veille" dans tous les hôpitaux afin de détecter d'éventuelles ruptures de stock de médicaments et de déployer tous les efforts nécessaires pour garantir la disponibilité des médicaments dont les patients ont besoin.

Le ministre a rappelé, dans ce contexte, l'importance que revêt le service de pharmacie hospitalière dans chaque EPS, soulignant que "la modernisation de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et l'adoption du bon de commande électronique ont permis de maîtriser les coûts et les stocks de médicaments, mais aussi d'éliminer le problème des médicaments périmés et de lutter contre le gaspillage".

De leur côté, des responsables de plusieurs établissements publics hospitaliers (EPH) de différentes wilayas se sont félicités des "moyens numériques modernes mis à leur disposition, adoptés dans la gestion des services de la pharmacie hospitalière au sein de leurs établissements pour assurer une meilleure prise en charge des patients".

Dans ce cadre, le directeur général de la PCH, Samir Farhat, a précisé que cette dernière "assure l'approvisionnement en médicaments de 637 EPH, dont 16 hôpitaux universitaires, et détient 98% du marché hospitalier national".

A noter que la rencontre a connu la présence des directeurs généraux d'établissements publics hospitaliers de plusieurs wilayas du pays, ainsi que des spécialistes du domaine pharmaceutique.

PROGRAMME INTERNATIONAL "HUAWEI SPARK"

Treize start-up algériennes s'accrochent

Le leader chinois de la technologie Huawei poursuit depuis son implantation en Algérie il y a 20 ans sa stratégie visant le développement du marché algérien en matière de nouvelles technologies la numérisation et notamment l'accompagnement des start-up et les jeunes ayant des idées novatrices pour les aider à les appliquer sur le terrain de la réalité.

Dans ce contexte, Huawei Algérie et Algeria Venture se sont donnés rendez-vous hier en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, le ministre de la Poste et Télécommunications, le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que le président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), et le Directeur général de Algeria Venture, autour d'un Iftar à l'hôtel Sheraton Club-Des-Pins pour assister à la cérémonie de clôture du programme Huawei Cloud Start-up «Spark», a indiqué un communiqué.

En effet, le leader chinois vient de réitérer ses intentions et son soutien aux entrepreneurs algériens, «Huawei Algérie affiche par cette rencontre son soutien indéfectible au profit des entrepreneurs qui cherchent à transformer leurs idées novatrices en produits et services viables. A cette occasion Huawei Algérie a récompensé 13 start-up locales leur offrant des accès au Cloud public de Huawei et 04 porteurs de projets novateurs recevront une allocation de 1 million de dinars pour chaque projet dans le cadre du financement direct des jeunes entreprises».

Une rencontre qui se veut aussi être une plateforme d'échanges entre les acteurs clés : fournisseurs de services, sous-traitants, entrepreneurs et d'autres acteurs dans la sphère de la technologie.

Lors de son intervention, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a appelé à travailler en collaboration pour relever les défis.

Il a également mis en exergue le rôle des stars-up à la contribution dans l'économie nationale, tout en saluant l'opérateur chinois pour ses efforts déployés dans ce sens « Dans un monde de plus en plus connecté et axé sur l'innovation, les start-up jouent un rôle vital dans le tissu économique de notre pays. Elles sont les moteurs de la créativité, de l'audace et de la transformation, nous sommes pleinement engagés à soutenir et à promouvoir ces collaborations qui contribuent à bâtir un avenir prospère pour notre nation. Nous continuerons à encourager les synergies entre les start-up et les entreprises leaders telles que Huawei Algérie, car nous croyons fermement que c'est en unissant nos forces que nous pourrons relever les défis et saisir les opportunités offertes par la révolution numérique »

Quant au P-DG de Huawei Algérie, Eason YI, il a indiqué : « Depuis décembre 2019, l'Algérie a accordé une importance particulière à la promotion de l'écosystème des start-up dans l'économie nationale, sur laquelle, le ministre a initié les fameuses trois étapes de l'accélérateur de start-up, « labellisation, financement et accélération ». Je tiens à remercier l'équipe du ministère des Start-up et le personnel d'Aventure, ainsi que le jury pour leur collaboration à l'organisation de cet événement. Poursuivons notre collaboration pour promouvoir les start-up et l'écosystème des jeunes pour être la locomotive économique algérienne » Pour sa part le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim BENTELLIS a déclaré «Le partenariat avec Huawei qui est scellé depuis 2018 avec notre département ministériel démontre la profonde amitié qui lie les deux pays, l'Algérie et la Chine, et nous comptons sur ce partenariat pour aller de l'avant surtout en matière de transfert de technologie »

Par ailleurs, son Excellence l'ambassadeur de Chine en Algérie Li Jian a beaucoup loué l'opérateur Huawei et sa nouvelle plate-forme dans son discours, qualifiant le rôle qu'il joue de positif, « programme Huawei Cloud Start-up SPARK est une nouvelle plate-forme pour soutenir les start-up de haute technologie locales et jouera un rôle positif dans la promotion de l'écosystème entrepreneurial et de la transformation numérique en Algérie. Depuis plus de 20 ans, Huawei s'est implanté en Algérie et s'est engagé dans le développement local de l'informatisation et de la numérisation de l'Algérie, cultivant de nombreux jeunes talents qui bénéfice de l'accès aux hautes technologies »

En tant que leader mondial de la technologie, Huawei reconnaît l'importance cruciale de la collaboration dans un environnement hautement technologique et réitère son engagement envers les start-up algériennes. Le programme « Huawei Spark » offre des ressources Cloud gratuites, une formation technique et un soutien spécialisé aux start-up éligibles, tout en permettant de profiter des opportunités commerciales de l'écosystème Huawei Cloud. Il permet également aux start-up algériennes d'aller vers les marchés internationaux avec un accompagnement dans les salons et foires mondiales.

Il vise à faciliter l'innovation collaborative garantissant un espace numérique sûr où les développeurs, les partenaires industriels et les universitaires peuvent collaborer pour développer des solutions novatrices dans des domaines différents.

Huawei Spark continue à fournir des ressources éducatives et de formation pour renforcer les compétences numériques des individus et des organisations, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique et à favoriser l'inclusion numérique tout en promouvant le développement durable en encourageant l'adoption de technologies vertes, la réduction de l'empreinte environnementale et la promotion de pratiques commerciales responsables.

Huawei Algérie poursuit son accompagnement aux universités algériennes offrant ainsi tous les moyens possibles pour contribuer à la formation des futurs cadres dans le secteur technologique et a saisi cette occasion pour honorer les 9 étudiants algériens qui prendront part à l'ICT Competition à Shenzen le mois de Mai prochain.

A cet égard, rappelons que le Conseil des ministres a récemment approuvé un marché par négociation directe entre le Haut-Commissariat à la numérisation et l'entreprise chinoise Huawei vu son caractère urgent.

Concernant le rapport d'étape sur l'état d'avancement de l'opération de numérisation, "après la présentation, par la Haut-Commissaire à la numérisation, de son rapport périodique, qui a enregistré une progression notable en termes d'interconnexion entre les différentes instances et administrations publiques et le lancement de la réalisation d'un Centre de données national (Data Center), le Conseil des ministres a approuvé un marché par négociation directe entre le Haut-Commissariat à la numérisation et l'entreprise chinoise Huawei vu son caractère urgent", a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Y. B.

COMMANDEMENT DES FORCES DE DÉFENSE AÉRIENNE DU TERRITOIRE

Le général d'Armée Chanegriha en visite de travail

LLe général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, avant-hier une visite de travail et d'inspection au Commandement des Forces de Défense Aérienne du Territoire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de l'intérêt qu'accorde le Haut-Commandement de l'ANP aux conditions professionnelles et opérationnelles de ses personnels, et dans la continuité de ses visites d'inspection aux différentes composantes de l'ANP, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, le général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'ANP, a effectué, ce mardi 26 mars 2024, une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces de Défense aérienne du territoire », note la même source.

« Après la cérémonie d'accueil à l'entrée du siège du Commandement de la Défense aérienne du territoire, le général d'Armée, accompagné du Général-major Abdelaziz Houam, Commandant des Forces de Défense aérienne du territoire, a observé un moment de recueillement à la mémoire du Chahid Deghine Ben Ali, dit +Si Lotfi+, dont le siège du Commandement porte le nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, et réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de tous les valeureux Chouhada ».

Par la suite, le général d'Armée a rencontré les cadres et les personnels du Commandement des Forces de Défense aérienne du territoire, où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie par les personnels des unités de cette Arme via visioconférence, à travers laquelle il a souligné « l'importance que l'ANP accorde à la maîtrise de l'espace aérien, considéré comme un facteur décisif pour atteindre la supériorité aérienne et remporter les batailles modernes ».

« Au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes pleinement conscients de l'importance de la mutation radicale de la nature et du théâtre des batailles modernes, où l'espace aérien occupe désormais, et sans conteste, les premiers rangs des opérations, et est ainsi devenu un critère opérationnel d'importance majeure et un facteur décisif capable de faire pencher la balance des guerres et pas seulement remporter les batailles », a-t-il affirmé, soulignant qu'«en effet, celui qui contrôle l'espace aérien détient les facteurs et les conditions de la victoire. A présent, cet espace est l'environnement dans lequel nous devons enregistrer nos premières victoires en remportant le pari du développement et l'enjeu de la supériorité aérienne ».

Le général d'Armée a souligné que « les personnels des Forces de Défense aérienne du territoire doivent veiller en permanence à la préparation et à l'optimisation de la disponibilité opérationnelle pour préserver l'intégrité de l'espace aérien national ».

« Le Commandement, les cadres et les personnels des Forces de Défense aérienne du territoire, sont appelés à saisir l'ampleur de la responsabilité qui leur appartient, en assurant la préparation opérationnelle des unités, la surveillance rigoureuse de notre espace aérien et l'amélioration de la disponibilité opérationnelle des moyens mis à disposition », a-t-il soutenu.

« Il leur appartient également d'accorder à la formation et à la préparation au combat l'attention et le suivi qu'elles requièrent, afin de garantir une bonne adaptation aux exigences des technologies modernes et préparer une ressource humaine qualifiée et spécialisée, capable de faire face à toutes les éventualités possibles et d'assurer une défense sans faille de notre espace aérien », a ajouté le chef d'état-major de la l'ANP.

Le général d'Armée a suivi, ensuite, « avec une grande attention les interventions des cadres du Commandement de Défense aérienne du territoire et leur a donné des instructions et des orientations sur, notamment, la nécessité de poursuivre les efforts de préparation au combat avec toute la rigueur et le sérieux requis, afin de maintenir la disponibilité opérationnelle des unités au plus haut niveau », relève le communiqué.

A l'issue, le général d'Armée a « présidé la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle caserne militaire relevant du Commandement des Forces de la Défense aérienne du territoire, où un exposé détaillé lui a été présenté par le commandant de l'unité, et ce, avant de visiter ses différentes infrastructures, et s'enquérir des conditions de travail et de vie qu'elle offre aux personnels », conclut le communiqué.

Younes B.

L'ATTITUDE DU MUSULMAN ENVERS SES PARENTS

Et l'importance des liens de parenté en Islam

Le musulman est convaincu des droits des parents sur leur enfant. Ce dernier leur doit égards, obéissance et bonté. Non parce qu'ils lui ont donné le jour, ou en contrepartie des bienfaits reçus, mais parce que Dieu le Très-Haut a prescrit de leur obéir et de les bien traiter. Il a rendu solidaire leur obéissance et son propre droit à être adoré seul et sans associé.

Allah a dit: (Ton Seigneur a ordonné de n'adorer que Lui. Il a prescrit d'être bon envers ses père et mère. Soit que l'un d'eux ait atteint la vieillesse, ou que tous deux y soient parvenus, étant à ta charge, garde-toi de marquer la moindre répulsion à leur égard ou de leur manquer de respect. Parle-leur toujours affectueusement. Fais preuve, à leur égard, d'humilité pour leur témoigner ta tendresse et dis: Seigneur ! Aie pitié d'eux comme ils l'ont été pour moi, lorsqu'ils m'élevèrent tout petit. (Coran, Sourate 17 - Le Voyage Nocturne, verset 23). Il dit également : Nous avons expressément recommandé à l'homme ses père et mère; sa mère s'étant doublement exténuée, le portant puis le mettant au monde; Son sevrage n'ayant lieu qu'au bout de deux ans. Sois reconnaissant, lui fut-il prescrit, autant envers Moi qu'envers tes père et mère. C'est vers Moi que vous serez ramenés. (Coran, Sourate 31 - Loqman, verset 14)

LES PAROLES DU PROPHÈTE (QSSSL) ENVERS EUX

Un homme demande au Prophète (QSSSL) : "qui dois-je mieux traiter ?". Le Prophète lui répondit : "C'est ta mère !", "Et ensuite ?", dit l'homme.
"C'est ta mère" fit le Prophète (QSSSL) "Et puis ?", dit l'homme.
"C'est ta mère", répondit le Prophète (QSSSL) "Et ensuite ?", continua l'homme. "C'est ton père", finit par dire le Messager de Dieu."Dieu vous interdit de désobéir à vos mères, de demander aux gens, ce que vous refusez de leur donner, d'enterrer les filles vivantes, de rapporter toutes sortes de propos, de poser trop de questions et de dilapider votre fortune.". "Voulez-vous que je vous indique les plus graves péchés ?" dit le Prophète (QSSSL). "Volontiers", dirent les compagnons : "C'est attribuer un associé à Allah et désobéir à ses parents", dit le Prophète (QSSSL). Comme il était accoudé il se redressa subitement et ajouta : "Gare au faux témoignage ! Gare au faux témoignage !... ...", et il le répéta tellement qu'Abou Bakr s'écria " Plût à Dieu qu'il se tût ! "."Aucun enfant ne peut rendre la pareille à ses parents à moins qu'il ne les retrouve en état d'esclavage et qu'il ne les rachète pour les affranchir"."J'ai demandé au Prophète (QSSSL)", dit Abdallah ben Messaoud, "quelle est l'œuvre la plus méritoire aux yeux de Dieu ?" "C'est le bon comportement envers le père et la mère",dit-il."Et après ?", dit Abdallah."La guerre sainte", dit le Prophète (QSSSL). A ce moment, un homme vint lui demander la permission de s'enrôler dans la guerre sainte. "Tes parents sont-ils vivants ?" lui demanda-t-il "Oui !", répondit l'homme. "Alors l'effort que tu vas fournir à la guerre, réserve-le pour eux", dit le Prophète (QSSSL).

APRÈS LA MORT DES PARENTS

Un " Ançarite " vint trouver le Prophète (QSSSL) et lui dit : "Après la mort de mes parents, suis-je encore redevable envers eux ?"."Oui", dit le Prophète (QSSSL), et il ajouta : "il te reste quatre devoirs à accomplir : prier pour eux, demander à Dieu de leur pardonner, accomplir leurs engagements et bien traiter leurs amis et les parents de leur lignée. Voilà ce qui te reste à faire après leur mort". Il dit encore: "Le meilleur acte qu'un fils puisse réaliser, pour plaire à son père après sa mort, est de continuer à être en bonne relation avec les amis de son père !". Ces droits étant reconnus par le fils et accomplis dans le but de plaire à Dieu, le musulman doit encore obéir aux ordres de ses parents et s'abstenir de faire ce qui leur déplait.

LA LIMITE DE L'OBÉISSANCE AUX PARENTS

Cette obéissance n'est autorisée que si elle n'est pas en contradiction avec la loi de Dieu. Dans ce cas aucune obéissance n'est admise à qui que ce soit.
Allah a dit : Si tes Parents te contraignent à m'associer ce dont tu n'as nulle connaissance, alors ne leur obéis pas. Veille pourtant, à observer avec eux, ici-bas, des rapports convenables. (Coran, sourate 31 - Loqman, verset 15)
Le Prophète (QSSSL) dit aussi : "L'obéissance n'est admise qu'en ce qui est convenable". Point d'obéissance quand il y a offense à Allah.

LES BIENFAITS DU CROYANT ENVERS SES PARENTS

Il faut témoigner du respect et de la considération à ses parents, s'humilier devant eux, leur adresser de douces paroles, les bien traiter, ne jamais les rudoyer, ni leur préférer ni épouse ni enfant, ne pas les appeler par leur noms, mais plutôt par "père" et "mère", ne point entreprendre de voyage sans leur consentement.
- Leur procurer toutes sortes de biens possibles, tels que nourriture, vêtements, soins médicaux.
- Les protéger contre tout mal et se sacrifier pour eux.
- Avoir bon rapport avec les parents de leur lignée, prier pour eux, demander à Allah de leur pardonner, exécuter leurs engagements et honorer leurs amis.

L'IMPORTANCE DES LIENS DE PARENTÉ EN ISLAM

Allah Le Très-Haut nous a ordonné de préserver les liens de parenté, et d'avoir un bon comportement avec nos proches. Ces liens de parenté " Silato Arahim " sont des liens sacrés et leur sauvegarde sont un fondement de l'Islam car non seulement le respect des liens de parenté est une condition pour être agréé d'Allah Le Très-Haut mais ils constituent l'équilibre de la famille et de la nation entière. Allah Le Très-Haut dit: " …..Craignez Allah au nom duquel vous vous implorez les uns les autres, et craignez de rompre les liens du sang. Certes Allah vous observe parfaitement" [Sourate 4-1]. Abu Horaira (qu'Allah Soit Satisfait de lui) a rapporté que le Prophète (QSSSL) a dit : " Après qu'Allah, le Très-Haut a fini de créer les créatures, les liens familiaux se sont levés et ont dit : ceci est le rang de ceux qui cherchent la protection d'Allah contre la rupture des relations familiales. Allah leur répond : oui, et leur dit : voulez-vous que je tienne à celui qui tient à vous et rompe avec celui qui rompt avec vous ? Elles répondirent : oui. Allah leur dit : je vous l'accorde".
Certes l'Islam incite à bien maintenir les liens de parenté afin de raffermir les relations de proximité et d'étendre la bonne

entente et l'affection entre les musulmans. Un jour un compagnon a interrogé le Prophète (QSSSL) en disant : "Ô Messager de Allah, indique-moi un acte par lequel, en le faisant, j'entre au paradis". Il a répondu: "Donne à manger, maintiens les liens de parenté, accomplis la prière de nuit pendant que les gens dorment, tu entreras au paradis en paix".

QUELLE EST LA NOTION DES PROCHES PARENTS ?

La parenté est les proches de la personne qu'ils soient du côté de son père ou de sa mère et quiconque rompt avec l'un d'eux mérite le lourd châtiment d'Allah. Allah Le Très-Haut dit: "Vous réussirez si vous arrêtez de semer la destruction sur terre et de rompre vos liens de parenté ; car ceux-là sont ceux qu'Allah a maudit, alors Il les a rendus sourds et aveugles". [Sourate 47, 22-23].
Etant que musulman, il faut :
- reconnaître ses proches et être fier d'eux, et ne jamais les nier.
- Leur rendre visite
- La priorité est toujours d'abord au plus proche puis au proche lointain, selon l'ordre établi ci-dessus. Le Prophète (QSSSL) a dit: " La tante maternelle est comme la mère ". (Rapporté par Attirmidhi)
- Les aider financièrement, s'ils sont dans le besoin, et en priorité les parents.
Selon Anas (qu'Allah Soit Satisfait de lui), Le Prophète (QSSSL) a dit: "Celui qui aimerait bien qu'on élargisse sa subsistance et qu'on retarde l'échéance de sa mort, qu'il se montre bon avec ses proches!" (URA). Selon Ibn 'Amer (qu'Allah Soit Satisfait de lui), le Prophète (QSSSL) a dit: " L'aumône faite au pauvre est une simple aumône et, au proche, elle en compte deux: une aumône et un respect des liens de parenté" (Rapporté par Attirmidhi).
- Les contacter par tous les moyens, s'ils sont loin, et surtout dans les moments de fête et de joie et en d'autres occasions.

COMMENT RESPECTER LES LIENS DE PARENTÉ ?

Un homme qui venait se plaindre de ses parents auprès de Prophète (QSSSL) en disant: "j'ai des proches parents envers qui je respecte les liens de parentés et qui ne le font pas avec moi, je leur fais du bien et ils me font du mal. Je les traite avec gentillesse et ils me traitent brutalement". Il lui dit (QSSSL) si tu es vraiment tel que tu viens de dire, c'est comme si tu leur faisais avaler sans eau de la cendre brûlante. Tu ne cesseras pas de trouver en Dieu un soutien tant que tu agiras ainsi"(Rapporté par Moslim).
Le Prophète (QSSSL) a dit : "Celui qui respecte les liens de la parenté n'est pas celui qui rend le bien par le bien, c'est celui qui continue à respecter ses liens même-si ses proches les rompent" (Rapporté par Al-Bokhari). D'après ces deux hadiths nous constatons que même-si nos parents se montrent injustes à notre égard, il est de notre devoir de nous en remettre à Allah Le Très-Haut, de L'invoquer en leur faveur et de faire preuve de patience. Mes frères et sœurs, sachez que visiter les proches qui ne vous rendent pas visite n'est pas une diminution ni une humiliation. Au contraire c'est une bonne qualité et un acte d'obéissance à Allah Le Très-Haut. Même le combat dans le sentier d'Allah Le Très-Haut peut dans certains cas passer après les parents. A ce sujet, "Un homme était venu porter allégeance au Prophète (QSSSL) pour le combat.
Le Prophète (QSSSL) lui demanda s'il avait ses parents, l'homme répondit par l'affirmative. Le Prophète (QSSSL) lui a dit: "retourne auprès d'eux et tiens leur bonne compagnie". (URA)

CELUI QUI ROMPT LES LIENS DE PARENTÉ ?

Allah Le Très-Haut nous a mis en garde contre la rupture des relations familiales. Il dit à ce propos " (Mais) ceux qui violent leur pacte avec Allah après l'avoir engagé, et rompent ce qu'Allah a commandé d'unir et commettent le désordre sur terre, auront la malédiction et la mauvaise demeure." (Sourate 13,25). Y a-t-il une sanction plus sévère que la malédiction et le mauvais séjour qui attendent ceux qui rompent les liens familiaux ? En effet, en le faisant, ils se privent de la rétribution réservée, au jour du jugement dernier, à ceux qui consolident les liens familiaux et de beaucoup de biens dans leur vie en ce bas monde, à savoir la longévité et la richesse. Le Prophète (QSSSL) a dit: "N'entrera pas au paradis celui qui rompt les liens de parenté" [Rapporté par Al-Bokhari]. La signification de ce hadith est que celui qui rompt les liens familiaux n'entrera pas au paradis parmi les premiers. La signification de "maintenir les liens de parenté" c'est rendre visite aux proches que l'on peut visiter et écrire à ceux qu'on ne peut visiter et aider celui d'entre eux qui est dans le besoin. Il n'est donc pas permis au musulman de rompre ses liens familiaux.

DANS QUEL CAS ON PEUT LEUR DÉSOBÉIR

Nos parents peuvent aussi ne pas comprendre certains actes d'adorations que nous faisons, s'ils nous poussent à renier notre foi, à commettre l'association à Allah, on doit leur désobéir mais leur tenir compagnie dans ce bas monde selon la bonne coutume comme l'ordonne Allah Le Très-Haut. " Et si tous deux te forcent à M'associer ce dont tu n'as aucune connaissance, alors ne leur obéis pas; mais reste avec eux ici-bas de façon convenable. Et suis le sentier de celui qui se tourne vers Moi. Vers Moi, ensuite, est votre retour, et alors Je vous informerai de ce que vous faisiez " [Sourate 31, 15].

ADRAR

Des députés de la wilaya reçus par Rekhroukh

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu, mardi à Alger, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la wilaya d'Adrar, et écouté leurs préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette réunion tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux, ainsi que des directeurs des travaux publics des wilayas d'Adrar et de Bordj Badji Mokhtar par visioconférence, plusieurs préoccupations concernant les habitants d'Adrar ont été abordées, principalement liées au développement de l'infrastructure routière par la réalisation, la maintenance et la réhabilitation de plusieurs axes des réseaux des RW et des RN. La rencontre a également porté sur plusieurs projets importants en cours de réalisation dans différentes régions de la wilaya, qui connaissent un "progrès notable" dans leur réalisation, ainsi qu'un ensemble d'opérations pour les projets enregistrés ou ceux que le secteur proposera d'enregistrer dans le cadre de la prochaine loi de finances, ajoute le communiqué. A ce propos, "les députés ont salué les efforts de l'Etat en vue de développer le réseau routier d'Adrar, en abordant le projet de modernisation de la RN n°06 reliant Reggane-Bordj Badji Mokhtar-Timiaouine, qui revêt une importance capitale en termes de dimensions de développement, car elle contribuera au désenclavement des populations des régions frontalières. Cet axe constitue également un dénominateur commun pour le développement des différents secteurs dans la région". De son côté, M. Rekhroukh a souligné l'importance de la contribution du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base dans le processus de renforcement du développement économique et social de la wilaya d'Adrar, à travers la poursuite et l'intensification des efforts pour concrétiser différents projets "qui permettront de rapprocher et de raccourcir les distances entre les différentes régions de la wilaya d'Adrar d'une part, et entre la wilaya d'Adrar et les autres wilayas du sud d'autre part". Le ministre a également évoqué "l'importance et la priorité" accordées par son secteur à la maintenance des réseaux routiers dans la wilaya d'Adrar et sa "volonté" de les développer. Par ailleurs, le ministre a souligné qu'il prendrait en compte toutes les préoccupations abordées lors de cette réunion et "œuvrera à répondre aux attentes des habitants de la wilaya", conclut le communiqué.

TISSEMSILT

Belaribi insiste sur le respect des délais de réalisation des programmes d'habitat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a mis l'accent, avant-hier à Tissemsilt, sur le respect impératif des délais de réalisation des divers programmes de logements affectés à la wilaya, en sus de veiller à la qualité des travaux.

En visite d'inspection dans cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest, le ministre a instruit les responsables locaux du secteur à achever les travaux des différents programmes d'habitat "avant la fin de cette année", préconisant le renforcement des chantiers afin d'accélérer la cadence du travail et en insistant particulièrement sur l'adoption du système de travail du 3X8.

M. Belaribi a, d'autre part, fortement insisté sur la nécessité d'accélérer les procédures devant permettre aux bénéficiaires de lots sociaux destinés à l'auto-construction d'accéder aux aides financières allouées par l'Etat à la concrétisation de ce programme d'habitat.

Le ministre a fait part de la disponibilité de son secteur à accompagner la wilaya de Tissemsilt dans la concrétisation de son programme inhérent à l'éradication de l'habitat précaire et des bidonvilles.

M. Belaribi a, lors de sa visite, inspecté le chantier d'aménagement du centre-ville de Khemisti, ainsi que d'autres d'habitat, en cours de réalisation actuellement, notamment ceux affectés à la wilaya dans le cadre du programme complémentaire de développement.

Par ailleurs, le ministre a suivi un exposé sur le plan d'occupation des sols (POS) et un autre sur le taux d'avancement des travaux d'aménagement des voies et des réseaux divers (VRD), en cours actuellement au niveau du projet des 2.000 logements publics locatifs (LPL) ainsi qu'au niveau du site des 1.000 logements de type location-vente, sis au lieu-dit "Boumengouch" à Tissemsilt-ville dont a bénéficié la wilaya au titre du programme complémentaire.

M. Belaribi a également suivi un autre exposé à travers lequel ont été abordées les diverses opérations ayant permis la récupération d'importantes poches foncières à la suite des opérations de démolition des habitations illicites menées dans plusieurs quartiers et sites implantés dans la commune chef-lieu de wilaya.

LAGHOUAT

Ouverture du 10ème festival culturel international du chant spirituel "Samaâ Soufi"

La 10ème édition du festival international du chant spirituel "Samaâ Soufi", a été ouverte, mardi en soirée au théâtre régional Belkacem-Fantazi de Laghouat, en hommage à titre posthume au Cheikh Sidi Ahmed Ben El-Horma Yahyaoui et El-Kadiri (1924-2024).

Placée cette année sous le signe ''Chant Soufi, mélodies de la résistance et de la révolution'', cette édition coïncide avec la célébration du 70è anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution 1954-2024, dont la cérémonie d'ouverture a été amorcée par des morceaux d'Inchad exécutés par des troupes participantes, locales, nationales et internationales.

Cette édition sera animée, en fonction d'un programme établi portant animation des soirées au niveau de la ville de Laghouat et autres activités de proximité réparties à travers les régions de Hassi-R'mel, Ain Madhi et dans la wilaya déléguée d'Aflou, ont indiqué les organisateurs.

Une conférence sur le soufisme est prévue au niveau du centre de recherches en sciences islamiques et civilisations de Laghouat qui sera animée par un aréopage de personnalités de culte et de lettres issues de différentes institutions universitaires du pays et de l'étranger.

Approché par l'APS, le commissaire du festival, Tarek Medjeled, a souligné que l'aura qu'a connue la 9ème version du festival, initiée en hommage à titre posthume le défunt cheikh ''Abi El-Abbès Ahmed Tidjani'', cette 10ème édition est dédiée au Cheikh Sidi Ahmed Ben El-Horma El-Yahyaoui El-Kaderi (1924-2024), en reconnaissance à ses efforts à la promotion de l'art de Samâa soufi en Algérie.

Cette édition, dont la Palestine est l'invité d'honneur, traduisant la position inébranlable de la solidarité de l'Algérie avec la cause palestinienne, est organisée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts, et la supervision du wali de Laghouat, ont indiqué les organisateurs.

GHARDAÏA

"Tikdourine", des friandises pour encourager les enfants à jeûner

Le mois sacré de Ramadhan est une opportunité pour les habitants de Ghardaïa pour revisiter le riche répertoire culinaire de la région, notamment en ce qui concerne la table du "F'tour" (rupture du jeûne) des enfants jeûneurs pour la première fois, qui souvent se soumettent à cette épreuve pour s'offrir des friandises locales, appelées "Tikdourine", au goût succulent et irrésistible.

Les enfants qui désirent vivre pleinement l'expérience du Ramadhan en accomplissant le jeûne (quatrième pilier de l'islam), sont systématiquement choyés par leurs parents, en leur préparant une recette de friandises spécialement conçue pour les enfants qui jeûnent pour la première fois.

Ce met typique de la gastronomie de la région de Ghardaïa dénommé "Takdourth" en Tamazight locale, "Tikdourine" au pluriel, qui a su résister aux changements des tendances et habitudes culinaires, refait surface avec force sur les tables, essentiellement quand la famille compte un enfant primo jeûneur. Cette friandise traditionnelle "Takdourth" est l'une des spécialités culinaires incontournables et la plus appréciée par les habitants des Ksour de la pentapole pour marquer le premier jeûne de leur enfant.

Il s'agit d'un mélange de dattes de variété "Ghars" dénoyauté avec de la semoule légèrement grillée et "El Klila" (lait séché) et le tout imbibé de beurre naturel, avant que la ménagère ne façonne ce produit soigneusement sous forme de boulette.

BISKRA

Un mort et 2 blessés graves suite à l'effondrement d'un mur

Les vents violents qui ont affecté la région de Biskra, dans la nuit de mardi à mercredi, ont causé l'effondrement d'un mur, provoquant le décès d'une personne et occasionnant de graves blessures à deux autres, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Le lieutenant Taki-Eddine Gouasmia, responsable de la cellule d'information de la direction de wilaya de ce corps constitué, a précisé que les vents particulièrement violents enregistrés dans la wilaya de Biskra sont à l'origine de la chute d'un mur du 2ème étage d'un immeuble récemment construit dans la cité Messaoudi-Mustapha de Biskra, entraînant la mort d'un homme de 24 ans et blessant grièvement deux autres. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour déposer le corps de la victime décédée à la morgue de l'hôpital public "Bachir-Bennacer" du chef-lieu de wilaya et évacuer les blessés au service des urgences du même établissement de santé, a encore indiqué la même source. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

TUNISIE

Entreprises communautaires : Une aubaine pour le développement régional, mais le chemin est encore long !

Les entreprises citoyennes rencontrent des difficultés à obtenir un financement adéquat à leurs activités. Si certaines banques se montrent pour le moment réticentes, d'autres se sont lancées dans ce projet, notamment à l'issue de l'appel lancé récemment par le Chef de l'Etat.

C'est le projet personnel du Président de la République à travers lequel il ambitionne d'autonomiser les populations rurales et notamment les jeunes. Les sociétés communautaires, dites aussi citoyennes, s'avèrent une aubaine pour les citoyens longtemps marginalisés, mais le chemin est encore long. Financer de tels projets n'est pas une mince affaire, alors qu'un manque de communication pourrait entraver cet ambitieux projet. Jusqu'à présent, en l'absence de chiffres exacts fournis par les autorités, on estime que quelques dizaines d'entreprises citoyennes ont été effectivement lancées, alors que de nombreuses autres attendent le déblocage des fonds. Pour l'année en cours, la Tunisie vise la création de 100 entreprises citoyennes pour favoriser la croissance économique et dynamiser davantage des projets locaux qui cherchent à se faire une place dans le tissu entrepreneurial national. D'ailleurs, récemment, un investissement de 36 millions de dinars a été accordé afin d'autonomiser les entrepreneurs et stimuler la création d'emplois à cet effet. Autant rappeler également qu'un nouvel espace dédié à ces entreprises au sein de la Banque tunisienne de solidarité (BTS) a été mis en place il y a quelques jours dans l'ambition de faciliter l'accès des entrepreneurs aux financements. Ce genre d'initiative attire-t-il les Tunisiens et notamment les plus jeunes ? Une source auprès du ministère des Affaires sociales chargé du dossier a indiqué qu'un certain nombre d'entreprises citoyennes sont à des stades avancés de leur création, notamment dans les secteurs de l'agriculture et du transport. On cite notamment des sociétés spécialisées dans le transport des produits miniers dans le bassin minier et d'autres dans le secteur agricole, notamment dans le sud tunisien. On nous explique également que des journées de présentation de ce projet auprès des citoyens ont été organisées dans différents gouvernorats de la République en vue de présenter des idées sur les sociétés citoyennes dans différents domaines dont celui des industries traditionnelles, de l'artisanat, des services, de l'agriculture, du commerce. De même, le plafond de financement de ces entreprises citoyennes, dont la valeur actuelle est de 300 mille dinars, est en cours de révision, soit vers la hausse ou vers la suppression, pour faciliter l'accès à ces financements qui semble, pour le moment, difficile.

LE SECTEUR AGRICOLE, LA PART DU LION

Il faut dire qu'après la nomination de Riadh Shoud, secrétaire d'État chargé des Entreprises communautaires, les choses commencent à s'organiser un peu plus. Cette nomination vise à dynamiser en effet ce dossier qui fait face à de nombreuses complications liées essentiellement aux financements, mais aussi à la diversification des secteurs ciblés. D'ailleurs, selon certaines estimations, environ 60% de ces entreprises sont concentrées dans le secteur agricole. Dans ce sens, le ministère de l'Agriculture avait annoncé une série de mesures pratiques en faveur de ces entreprises. Dans ce contexte, la Banque tunisienne de solidarité a alloué une somme de 4 millions de dinars pour financer 15 entreprises citoyennes actives dans le domaine agricole, dans le cadre de la promotion des projets des entreprises et de faciliter leur accès aux ressources financières. Tous ces efforts restent, cependant, insuffisants en l'absence d'un système de financement solide. Pourtant, plusieurs mesures ont été prises pour appuyer ces nouvelles structures, notamment l'établissement d'un mécanisme de suivi régulier des projets des entreprises privées, l'examen des problèmes soulevés par chaque entreprise séparément et la collaboration avec les autorités compétentes pour les résoudre. Des instructions ont également été données aux délégations régionales du développement agricole pour fournir un soutien régional en vue de créer de la richesse dans les régions et de valoriser les chaînes de valeur des produits agricoles. En outre, des sessions de formation seront organisées pour les entrepreneurs dans leurs domaines respectifs afin de renforcer leur connaissance du secteur et de leur faciliter les procédures administratives et pour obtenir des avantages accordés par l'État.

QU'EST-CE QU'UNE ENTREPRISE COMMUNAUTAIRE ?

Le décret présidentiel n°15-2022 relatif aux entreprises citoyennes a été publié, le 21 mars 2022, au Journal officiel de la République tunisienne (Jort). Il vise, selon le premier article, à créer un régime juridique pour ces sociétés, fondé sur l'initiative sociale et solidaire. Le même décret définit la société citoyenne comme étant toute personne morale créée par un groupe d'habitants de la région, et qui vise à réaliser l'équité sociale et une répartition équitable des richesses par l'exercice collectif d'une activité économique à partir de la zone où ils sont installés. Elles seront chargées de gérer les terres coopératives, en tenant compte de la législation en vigueur en matière de propriété foncière sur la base des décisions du Conseil de gestion et de contribuer au développement durable et à la bonne gouvernance de la région ciblée conformément à la législation en vigueur. Les entreprises citoyennes sont basées, en outre, sur un ensemble de principes notamment: la participation des citoyens au développement des régions où ils résident, une adhésion libre, un retrait volontaire et l'interdiction de toutes les formes d'exclusion sociale, une bonne gouvernance basée sur les principes de transparence, d'efficacité et de responsabilité pour assurer la faisabilité économique et l'intérêt social, l'équité en termes de contribution des participants au capital de la société. Il s'agit, en outre, d'adopter la règle d'une voix pour chaque membre, quelle que soit la valeur de son apport en termes de capital social, lors de la prise de décisions et de répartir les réserves de l'activité de la société sur les participants et la promotion sociale. L'objectif final étant de booster le développement régional, en particulier, au niveau local des délégations, avec une gestion collective des habitants, en fonction des besoins et des spécificités de leurs régions.

MAURITANIE

Femmes entrepreneures, catalyseurs de changement et d'innovation

Dans un pays où les défis économiques sont nombreux, un vent nouveau souffle grâce à l'audace et à la détermination des femmes entrepreneures mauritaniennes. Des histoires inspirantes émergent, comme celle de Teslem Meissa, qui a transformé des déchets en opportunités lucratives avec son Saha Café. Découvrez comment ces femmes dynamiques révolutionnent le paysage économique de la Mauritanie, promouvant les produits locaux et créant des emplois, tout en ouvrant la voie vers un avenir durable et prospère pour leur communauté. » Teslem Meissa est diplômée en Analyse financière. Cette jeune native d'Atar n'a pas voulu croiser les bras et subir le chômage. Elle s'est inspirée d'une pratique ancestrale consistant à fabriquer du café à base de noyaux de dattes. « Saha Café » est le résultat de trois ans d'études et de recherches. En 2018, après l'obtention de ma licence et face aux difficultés de trouver un emploi en Mauritanie, j'ai décidé de créer mon propre emploi. » En 2018, Teslem constate la non-valorisation des noyaux de dattes, des déchets jugés sans importance à l'époque. Pour elle, c'est au contraire une opportunité, made in Mauritania. Tout se récupère et se transforme. « Les coopératives féminines d'Atar souffrent de la quantité élevée de noyaux de dattes qu'elles traitent comme déchet inutilisable. Et « Saha Café », on le connaissait depuis notre enfance. Nos grands-parents le fabriquaient en tant que substitut de café. J'ai eu l'idée de créer un substitut de café à base de noyaux de dattes. » En Mauritanie, de plus en plus de femmes s'orientent vers l'auto-emploi. Selon le Conseil Mauritanien des Femmes d'Affaires, entre 2017 et 2022, 1700 femmes ont travaillé dans le domaine de l'entrepreneuriat, dont 180 actives dans la transformation et la promotion des produits locaux. Aissata Alassane Ngaide a travaillé dans le projet EXPO Dubai 2020 pour la promotion du Made in Mauritania. Elle a choisi de mettre son expérience à profit à travers des foires dans le pays. « Ce qui m'a poussée à organiser des foires, c'est de mettre d'abord la lumière sur la production mauritanienne, sur ce que produisent nos femmes et nos jeunes. » Avec l'aide du MASEF (Ministère des Affaires Sociales de l'Enfant et de la Famille), et d'autres acteurs travaillant dans le domaine, la mobilisation des femmes ne devrait pas être difficile, d'autant plus que plusieurs initiatives ont besoin du soutien du gouvernement pour être boostées… « Si cette initiative est accompagnée par l'État, le patronat et les organisations qui sont là, je pense que les femmes n'auront plus de problème pour produire. » déclare Aissata Ngaide. En Afrique, plus de 50% des femmes évoluent dans l'entrepreneuriat, selon une étude du cabinet Roland. Parmi ces activités, la transformation des produits locaux, un créneau porteur. De la valeur ajoutée lorsque les femmes s'y mettent. « Un message aux femmes qui évoluent dans le secteur de l'entrepreneuriat, ainsi qu'aux femmes qui sont dans tous les secteurs d'activité, c'est de se former. On ne peut pas prétendre maîtriser un secteur que l'on ne connaît pas. » conseille Amina Habib. Les initiatives féminines en matière d'entrepreneuriat contribuent aussi bien au développement socio-économique qu'à la protection de l'environnement, des objectifs pour le développement durable que nos pays veulent atteindre d'ici 2030.

LES DÉFIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 07 SEPTEMBRE 2024 : LA BONNE GOUVERNANCE

Six axes directeurs

Par : Abderrahmane Mebtoul

Il est nécessaire d'avoir une vision positive de l'avenir et d'éviter les positions et comportements défaitistes. L'entrave principale au développement en Algérie provient de l'entropie qu'il s'agit de dépasser impérativement, renvoyant pas seulement aux facteurs économiques, mais également sociaux et politiques, dont une autre gouvernance par la profonde moralisation de la société.

Les changements géostratégiques et économiques survenus depuis quelques années dans le monde, ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir, le monde devant connaître entre 2022/2030/2040 un profond bouleversement du pouvoir économique. Le temps ne se rattrape jamais en économie ; toute Nation qui n'avance pas recule forcément sur le plan mondial. Le principal obstacle au développement en Algérie est le pouvoir bureaucratique rentier qui bloque toute énergie créatrice. Le pouvoir bureaucratique sclérosant a ainsi trois conséquences comme frein à l'épanouissement des énergies créatrices. Première conséquence : une centralisation pour régenter la vie politique, sociale et économique du pays. Deuxième conséquence : l'élimination de tout pouvoir rival au nom du pouvoir bureaucratique. Troisième conséquence : la bureaucratie bâtit au nom de l'État des plans dont l'efficacité sinon l'imagination se révèle bien faible, déconnectés des réalités sociales.

Espérons des actions concrètes pour l'avenir, loin des discours populistes au sein d'une planification stratégique tenant compte des contraintes externes et internes. Une femme ou un homme politique qui n'insère pas ses actions au sein d'un cadre théorique cohérent aboutit par ses actions à des effets pervers qui peuvent se chiffrer en pertes pour la Nation en dizaines de milliards de dollars. Un théoricien qui élabore des schémas en dehors de la réalité aboutit aux mêmes effets négatifs, d'où l'importance de synchroniser la théorie et la pratique. C'est faute de comprendre l'essence du fonctionnement de la société comme le poids de la bureaucratie, de la sphère informelle, l'inflation et la cotation des monnaies, le faible taux de croissance, le chômage, le gel de projets tel que souligné récemment par le président de la République que l'on s'appesantit sur des mesures conjoncturelles. Ce qui explique qu'après plusieurs décennies d'indépendance politique nous avons toujours une économie rentière (97/98% des recettes en devises provenant des hydrocarbures avec les dérivés), influant sur le taux de croissance, de l'emploi, des réserves de change et de la cotation du dinar. Pour des raisons de sécurité nationale, l'Algérie n'a pas d'autre choix que de réussir les réformes devant éviter la vision bureaucratique, de croire que l'élaboration de lois est la seule solution, alors que la solution durable est de s'attaquer au fonctionnement de la société avec des actions concrètes sur le terrain, loin des discours et promesses utopiques. Combien d'organisations et de codes d'investissement depuis l'indépendance politique sans impacts réels ? Sans être exhaustif, les défis de l'Algérie entre 2024/2030 sont au nombre de six pour le redressement national.

Premièrement, la politique de relance économique doit tenir compte des engagements internationaux de l'Algérie et évaluer sans passion les impacts des accords de libre-échange avec l'Europe, avec le monde arabe, avec le continent Afrique, ainsi que les déséquilibres de la balance commerciale avec d'autres pays comme la Chine et la Russie, accords qui nécessitent des dégrèvements tarifaires progressifs ne pouvant pénétrer les marchés mondiaux où règne une concurrence acerbe qu'avec des entreprises publiques et privées performantes, innovantes. Deuxièmement, la forte croissance peut revenir en Algérie. Mais elle suppose la conjugaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisées, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Ces réformes passent fondamentalement par une démocratie vivante, une stabilité des règles juridiques et l'équité ; les politiques parleront de justice sociale. La conduite d'ensemble de ces réformes ne peut ni être déléguée à tel ou tel ministre ni mise dans les mains de telle ou telle administration. Elle ne pourra être conduite que si, au plus haut niveau de l'État, une volonté politique forte les conduit et convainc les Algériens de leur importance, d'où, avec l'ère d'internet, une communication active transparente permanente. Ensuite, chaque ministre devra recevoir une "feuille de route" personnelle complétant sa lettre de mission et reprenant l'ensemble des décisions qui relèvent de sa compétence. Au regard de l'importance des mesures à lancer et de l'urgence de la situation, le gouvernement devra choisir le mode de mise en œuvre le plus adapté à chaque décision : l'accélération de projets et d'initiatives existantes, le vote d'une loi accompagnée, dès sa présentation au Parlement, des décrets d'application nécessaires à sa mise en œuvre et, pour les urgences seulement, des décisions par ordonnance pourront être utilisées.

Troisièmement, les actions coordonnées et synchronisées dans le temps exigent le courage de réformer vite et massivement, non des replâtrages conjoncturels, mais de profondes réformes structurelles à tous les niveaux, en ayant une vision stratégique pour le moyen et le long terme, devant donc réhabiliter la planification et le management stratégique. L'Algérie peut y parvenir dans un délai raisonnable. Elle en a les moyens. Pour cela, elle doit réapprendre à envisager son avenir avec confiance, libérer l'initiative, la concurrence et l'innovation, car le principal défi du XXIe sera la maîtrise du temps. Le monde ne nous attend pas et toute Nation qui n'avance pas recule forcément. Retarder les réformes ne peut que conduire à la désintégration lente, à l'appauvrissement, une perte de confiance en l'avenir, puisque, avec l'épuisement de la rente des hydrocarbures, l'Algérie n'aura plus les moyens de préparer ces réformes et vivra sous l'emprise de la peur, voyant partout des menaces où les autres voient des chances. Cette croissance exige l'engagement de tous, et pas seulement celui de l'État, en organisant les solidarités devant concilier efficacité économique et équité par une participation citoyenne et un dialogue productif permanent. Quatrièmement, le pouvoir algérien a vécu longtemps sur l'illusion de la rente éternelle. La majorité des Algériens dont le revenu est fonction à plus de 70% de la rente des hydrocarbures doit savoir que l'avenir de l'emploi et du pouvoir d'achat n'est plus dans la fonction publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions à répétition. L'essentiel de l'action est entre les mains des Algériens, qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir, d'apprendre davantage, de s'adapter, de travailler plus et mieux, de créer, de partager, d'oser. La nature du pouvoir doit également changer en supposant une refonte progressive de l'État par une réelle décentralisation autour de grands pôles économiques régionaux, impliquant qu'il passe de l'État gestionnaire à l'État régulateur, conciliant les coûts sociaux et les coûts privés, étant le cœur de la conscience collective, par une gestion plus saine de ses différentes structures.

Cinquièmement, pour s'inscrire dans la croissance mondiale, l'Algérie doit d'abord mettre en place une véritable économie de la connaissance, en développant le savoir de tous, de l'informatique au travail en équipe, de l'arabe, du français, du chinois à l'anglais, du primaire au supérieur, de la crèche à la recherche. Elle doit ensuite faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi. Elle doit favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs-clés, dont : le numérique, la santé, la biotechnologie, les industries de l'environnement, les services à la personne avec le vieillissement de la population. Simultanément, il est nécessaire de créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle et de permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi, en toute sécurité. Pour mener à bien ces réformes, l'État et les collectivités locales doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune, concentrer leurs moyens sur les groupes sociaux qui en ont réellement besoin, faire place à la différenciation et à l'expérimentation, évaluer systématiquement toute décision, a priori et a posteriori. Sixièmement, la justice sociale ne signifiant pas égalitarisme, source de démotivation, n'est pas l'antinomie de l'efficacité économique. Mais toute Nation ne peut distribuer plus que ce qu'elle produit, si elle veut éviter la dérive sociale. Il s'agira de concilier l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale, en intégrant la circulation fiduciaire hors banques représentant selon la banque d'Algérie plus d'un tiers de la masse monétaire globale, soit quelque 7395 milliards de dinars à fin septembre 2022 , près de 55 milliards de dollars au cours de 134,5 dinars un dollar (cours du 27/03/2024) contre 6712 milliards de dinars à fin décembre 2021 que l'on ne combat pas par des mesures administratives qui ont pour effet son extension.

En conclusion, en ce mois de mars 2024, deux institutions garantissent la sécurité nationale et le développement : l'ANP et les services de sécurité pour la protection du territoire face au nombreuses tensions géostratégiques : et Sonatrach qui irrigue la majorité de l'économie (67% de la rubrique hors hydrocarbures en 2023 évaluée à environ 5 milliards de dollars étant constituée de dérivées hydrocarbures) garantissant à travers les transferts sociaux la cohésion sociale mais ne devant jamais oublier qu'une Nation ne peut distribuer plus qu'elle ne produit pour éviter une dérive sociale à moyen terme qui pénaliserait les plus démunis, l'objectif stratégique une économie diversifiée dans un cadre des valeurs internationales.

LA VEILLE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE :

Un outil stratégique de l'innovation pour les entreprises

Par Professeur. Rédha Younes Bouacida, Docteur en sciences économiques d'Aix Marseille Université, France.

Dans son acception la plus générale et la plus rigoureuse, la veille est la surveillance de ce que l'environnement apporte comme nouveauté. Et en se basant sur la définition officielle de l'Association française de normalisation (ANFOR), la veille représente une « activité continue en grande partie itérative visant à une surveillance active de l'environnement technologique, commercial, etc., pour en anticiper les évolutions » (Norme Afnor XP X 50-053). Ces définitions mettent donc l'accent sur la surveillance permanente et organisée de l'environnement et ses évolutions.

La veille s'adosse généralement à la stratégie d'une entreprise, une organisation, un État, une administration, suivant les cas, elle peut être d'ordre ; 1/commerciale afin de surveiller les pratiques marchandes mises en place sur le marché ; 2/juridique pour tout ce qui concerne les changements des lois, normes, etc. ; 3/marketing afin de surveiller les marchés ; 4/concurrentielle pour surveiller ses concurrents ; 5/sur internet afin de surveiller l'image de l'entreprise ; 6/de l'environnement en général pour surveiller des éléments de la politique, du juridique, du sociale ; ou bien encore qui relève de la culture, ou enfin 7/scientifique et technologique afin de détecter les innovations faites par d'autres. Ainsi, la veille technologique concerne les informations scientifiques, techniques (brevets), technologiques (méthodes de fabrication), technico-économiques (capacités, débouchés) ou économiques (statistiques des secteurs ou macro-économiques) (Jakobiak, 1991). La veille technologique se décline en processus de collecte, d'analyse d'exploitation et de diffusion des informations qui concernent des innovations nouvelles ou des technologies nouvelles dans le but de satisfaire des objectifs spécifiques de l'entreprise ou pour une prise de décision stratégique. Nous pouvons aussi définir la veille technologique comme un processus permettant de s'informer de manière régulière et systématique sur toute innovation ou évolution technologique et de repérer les nouveautés dans le but de produire ou améliorer un bien ou un service. Par exemple, la veille technologique dans le domaine de l'automobile est un dispositif essentiel pour tous les constructeurs de véhicules pour suivre les évolutions qui concernent les voitures électriques, les voitures connectées, les technologies de réduction des gaz à effet de serre et la réglementation environnementale... Aussi, la veille technologique dans le domaine de l'informatique est une question de très grande importance pour suivre par exemple le développement des logiciels, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les penchants s'agissant des services cloud, de sécurité des données, de virtualisation, etc. Face à l'évolution technologique constante, il est nécessaire pour les entreprises de rester aux aguets vis-à-vis des dernières innovations et avancées technologiques. Dit autrement, il est essentiel de surveiller les innovations, les savoirs et les savoir-faire nouveaux dans la branche d'activité de l'entreprise. Cela permet de constituer une base de données informationnelles clés pour identifier et suivre les concurrents, comprendre les technologies ou conserver son avantage concurrentiel et promouvoir la performance de tout processus d'innovation. Que ce soit des produits, des techniques, des procédés de production, etc. la veille technologique permet d'identifier au plus vite les transformations technologiques qui peuvent avoir un impact sur l'activité de l'entreprise et renforcer ses capacités de R&D et d'innovation. Généralement, la veille technologique prend les formes suivantes : étude des plateformes et sites spécialisés, analyse des brevets d'invention et brevets d'innovation, étude des revues techniques spécialisées, étude des publications scientifiques universitaires et thèses de doctorat, audit technologique d'une branche d'activité, étude de marché technologique, visite des foires expositions, etc. Et pour ce faire, elle utilise des techniques d'acquisition, d'analyse et de stockage d'éléments tels que les nouvelles connaissances, les innovations de ce moment, les informations sur les entreprises leaders et leurs stratégies R&D, l'évolution de l'écosystème technologique, industriel ou commercial de l'entreprise ; avant une diffusion aux différentes parties concernées, grâce à un bulletin de presse. Dans le but de mettre en place une veille technologique performante, plusieurs étapes doivent être prises en compte : 1/D'abord il faut élucider les objectifs de la veille technologique, 2/ensuite instaurer une action renouvelée pour l'acquisition des informations et des données, 3/5 réunir ces dernières, 4/et enfin faire une analyse de la base de données qui a été constituée avant 5/faire la diffusion des résultats auprès des parties concernées au sein de l'entreprise. Comment mettre en place une veille scientifique et technologique au sein d'une entreprise ? l'instauration d'une veille scientifique et technologique nécessite généralement trois étapes importantes : 1/Au préalable, il faut effectuer des recherches visées sur des domaines importants (ex ; nouvelles matières premières d'un produit, intelligence artificielle, nouveaux marchés d'un produit ou service, etc.). 2/Ensuite, ces recherches doivent s'effectuer sur des entreprises concurrentes, un domaine d'activité particulier, des savoirs, des techniques, des technologies ou des innovations, etc. Enfin, il faut élaborer un répertoire des utilités et mettre en place un schéma pour l'acquisition des informations (ex : mettre en place une veille technologique basée sur les brevets obtenus par les entreprises concurrentes). Comment réaliser une veille technologique ? généralement, les outils qui aident à réaliser sa veille technologique sont gratuits. Mais, les entreprises pourraient utiliser différents outils selon leur spécificité et de leur complémentarité. Il faut souligner que la veille technologique peut être active ou passive. En utilisant des mots-clés distinctifs et en se basant sur des mécanismes d'alerte, la veille technologique active consiste à collecter de l'information de manière active puis faire une analyse des données. En ce qui concerne la veille technologique passive, elle utilise une méthode pour récolter de l'information de manière automatique. Ce type de veille technologique permet d'actualiser l'information sur la toile avant de l'obtenir. Ces outils de veille technologique rassemblent ainsi plusieurs sources de contenu scientifique et technologique tels que : la veille média permettant de veiller constamment sur la presse internationale en ligne, les articles en ligne qui sont publiés sur des blogs et qui concernent le domaine d'activité de l'entreprise, la veille médias sociaux qui permet de suivre concomitamment les échanges et conversations qui se réalisent sur les réseaux sociaux importants (Facebook, Twitter, Instagram) en plus des discussions sur les forums, les blogs, les newsletters, les alertes Google, les podcasts diffusés sur le web, les agrégateurs de flux RSS, etc. Ces différents types de veille scientifique et technologique permettent de collecter, analyser puis stocker des données informationnelles de façon automatique avant leur diffusion aux parties concernées. Ils permettent aussi de trier et de filtrer l'information selon des critères distinctifs. Poser une veille technologique régulière sur des domaines identifiés permet à l'entreprise de créer une base informationnelles capitale afin d'identifier des technologies et de détecter des innovations faites par d'autres et surveiller ainsi ses concurrents. En effet, une entreprise peut innover à partir des innovations. « Une fois définis un champ de surveillance et des stratégies de surveillance, on récoltera un flux plus ou moins important d'informations dont certaines décrivent des innovations ou y font référence » (Libmann et al, 2011). Si les brevets constituent une source d'informations technologiques, cette dernière reste dans la plupart des cas primaire. En effet, dans la majorité des cas les brevets ne contiennent que le minimum d'informations. L'information essentielle est généralement cachée sous des détails secondaires. Ainsi, très peu d'informations y sont expliquées avec précision et la description dans le brevet est souvent complexe et/ou incomplète. L'objectif est évidemment d'éviter de divulguer les informations nécessaires à la reproduction des résultats scientifiques ou techniques liés à l'innovation. Dès lors, pour combler l'insuffisance d'un brevet en matière d'informations et connaissances essentielles, il peut être utile de faire un travail bibliographique consistant à mobiliser aussi d'autres brevets dans le domaine, complétés notamment par des articles scientifiques ou des articles publiés dans des revues professionnelles.

Dans tous les cas, et en dépit de de la sous-codification des connaissances des brevets, leur analyse apporte des informations pertinentes. En effet, la veille scientifique et technologique par la surveillance des brevets, notamment ceux qui sont tombés dans le domaine public après 20 ans de protection de l'innovation, peuvent permettre à l'entreprise d'identifier des tendances et/ou apporter des opportunités pour promouvoir le développement des connaissances et innovations. Nous terminons par donner un exemple type qui montre les conséquences liées à la négligence d'une entreprise en faveur la mise en place d'une veille scientifique et technologique pour innover. La firme Nokia a été Créée en 1865 dans le domaine de télécommunications finlandaise. Nokia Corporation n'a investi dans la téléphonie mobile qu'à partir de l'année 1987. Entre1998 et 2010, cette société était le numéro un mondial dans la téléphonie mobile grâce à ses innovations (elle possédait la moitié du marché mondial des téléphones possédant un accès à internet). L'arrivée des Smartphones d'Apple en 2007 (l'iPhones qui a bouleversé l'industrie du téléphone portable) puis de Samsung en 2009 a mis fin au monopole de Nokia. En effet, ces deux multinationales se mettent à dominer le marché mondial. En 2011, c'est la chute de Nokia. Les causes de cette chute : Nokia était trop lente face aux changements technologiques. En effet, au lieu d'innover pour continuer a dominer son marché, Nokia a donné la priorité au Hardware (téléphones robustes avec une longue autonomie) au lieu du Software des téléphones intelligents. Résultat, en 2013, Nokia a fini par vendre sa division mobile à Microsoft. Le rachat était conclu pour 3.79 milliards d'euros. En 2016, Nokia est vendu au groupe finlandais HMD. Au total, Nokia a manqué sa veille scientifique et technologique pour innover et rester compétitifs sur le marché dans le domaine de la téléphonie.

Bibliographie

Libmann, F., Breesé, P., Versailles, D. & Mérindol, V. (2011). Innover, oui mais comment ? Documentaliste-Sciences de l'Information, 48, 38-49. https://doi.org/10.3917/docsi.481.0038

Jakobiak. F. (1991). Pratique de la veille technologique, Les Editions d'Organisation, 232 pages, Paris.

LE JOUR D'ALGÉRIE

ABDERRAHMANE HADEF, EXPERT EN GÉO-ÉCONOMIE :

«Nous travaillons à l'émergence d'une économie numérique»

«Même si on observe un retard dans cette phase, nous sommes en train d'encourager l'émergence d'une économie numérique et de nous adapter aux évolutions qui marquent la nouvelle vague des technologies numériques», a indiqué, hier, Abderrahmane Hadef, consultant et expert en geo-économie.

Lors de chaque Conseil des ministres, le président de la République réitère sa détermination à généraliser la numérisation, indispensable pour inscrire le pays dans la modernité et bannir les lourdeurs bureaucratiques. S'exprimant à ce propos sur les ondes de la Radio nationale, M. Hadef a indiqué qu'«aujourd'hui, on ne peut pas envisager un développement économique est social sans une intégration totale des nouvelles technologies numériques. Il est très important que notre pays s'inscrive sur cette trajectoire et utilise cette technologie pour amorcer un développement durable et surtout intelligent. C'est sur cela, à mon sens, que le président de la République est en train d'insister à chaque Conseil des ministres et apporter des rectificatifs qu'il faut pour essayer d'améliorer cette tendance à la généralisation du numérique dans tous les secteurs». Il précisera que les objectifs sont tres important. En effet, a annoncé l'intervenant de la Chaîne 3, «nous sommes en train de travailler sur les deux dimensions, à la fois la généralisation du numérique au niveau des institutions et administrations publiques et d'encourager l'émergence d'une économie numérique». À ce propos, l'expert en géo-économie a assuré que «le pays est en train de rattraper parfaitement le retard qui a été enregistré dans ce sens et s'adapter aux évolutions qui marquent la nouvelle vague des technologies numériques». À propos de l'économie numérique, elle englobe les activités économiques et sociales qui sont activées par des plateformes telles que les réseaux internet, mobiles et de capteurs, y compris le commerce électronique. La contribution totale de l'économie numérique sur la croissance des pays est composée d'un effet direct via l'accumulation de capital numérique et l'effet indirect mesuré par la diffusion du capital numérique dans le système productif. En plein essor, l'économie numérique est donc un secteur stratégique de l'économie et sa contribution à la croissance des Etats est non négligeable. Selon le rapport de la Banque mondiale, «la croissance dans l'économie numérique a été deux fois plus importante que la croissance mondiale de 2000 à 2022». Pour M. Hadef, l'impact des technologies numériques sur les investissements est énorme. «Selon les chiffres, les investissements numériques sont six fois plus importants que les investissements classiques», a-t-il souligné. «Aujourd'hui, l'économie numérique pèse plus du quart du produit intérieur brut mondial», a précisé l'intervenant. Par ailleurs, revenant sur l'accélération de la transformation numérique en Algérie, M. Hadef a affirmé que «si on veut réussir dans cette transition, nous devons nous allier aux leaders mondiaux». Selon lui, le ministère des Postes et des Télécommunications compte plus d'un million de connectés à la fibre optique. «On est en train d'aller vite dans la généralisation de la connexion à la fibre optique», a-t-il estimé. «L'Algérie a également, durant les trois dernières années, multiplié la bande passante internationale qui est en quelque sorte ce que sont les liaisons internationales dans le cadre d'un réseau téléphonique commuté, de plus de six fois. Car on était à 1,5 à 9,8 tera», a indiqué M. Hafed, précisant qu'«on est parmi les premiers pays africains en termes de bande passante internationale». «Tous les secteurs sont impactés par la généralisation des technologies numériques. C'est pour cela qu'il devient plus qu'impératif d'avoir des infrastructures numériques pour servir l'administration et les différents secteurs, notamment l'Education, la Santé, l'Enseignement doivent avoir accès à des structures de haut niveau», a-t-il conclu.

LA PATRIE NEWS

UTILISATION PACIFIQUE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE :

Signature d'un protocole d'accord pour la coopération entre l'Algérie et la Russie

En marge de la 13e édition du Forum international « ATOMEXPO », qui s'est tenu dans la station balnéaire de Sotchi en Fédération de Russie les 25 et 26 mars 2024, un protocole d'accord pour la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a été signé entre le ministère de l'Énergie et des Mines et la Société nationale russe d'énergie nucléaire, Rosatom. Le protocole d'accord comprend une feuille de route pour les activités de coopération conjointes entre les parties pour les années 2024 et 2025, telles que l'utilisation d'applications nucléaires dans le domaine de la santé, la radiothérapie, les réacteurs utilisés dans la recherche, les préparations pharmaceutiques nucléaires et la formation de cadres scientifiques et techniques, ainsi que le développement de technologies et d'applications nucléaires à des fins pacifiques. Le 13e Forum Atom Expo '2024 s'est tenu au Parc scientifique et artistique Sirius à Sotchi. Le forum a été ouvert par M. Alexei Likhachev, directeur général de Rosatom, M. Rafael Moreno Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et Mme Sama Bilbao y León, directrice générale de la Société nucléaire mondiale. Sous le titre « Énergie propre : créer l'avenir ensemble », cette édition d'Atom Expo 2024 a été organisée en séances plénières, séances thématiques et expositions sur les développements technologiques les plus importants réalisés par les entreprises nucléaires russes et étrangères, ainsi qu'un large éventail de programme d'échanges de vues sous forme de tables rondes et de tables rondes avec la participation de dirigeants d'entreprises de l'industrie nucléaire, de dirigeants d'entreprises internationales et d'experts mondiaux.

HORIZONS

Algérie Poste et « Alliance assurance » lancent la prestation de paiement par facilité

L'entreprise « Algérie Poste » et la compagnie d'assurance « Alliance » ont lancé, ce mardi à Alger, la prestation « Achète maintenant et paie plus tard », qui permet aux clients d'Algérie Poste de souscrire des contrats d'assurance auprès de la compagnie avec paiement par facilité. L'annonce de cette prestation est intervenue lors d'un point de presse animé par le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi et le Président-directeur général (P-dg) d' »Alliance assurance », Hassan Khelifati, en présence du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, et ce en marge du Sommet d'Alger de la fintech et de l'e-commerce (AFES 2024), organisé du 5 au 7 mars, par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (Alger). Cette prestation qui sera pratique à la date du 11 mars, offrira aux clients d'Algérie Poste, la possibilité de souscrire des contrats d'assurance avec paiement par facilité, à travers des ponctions mensuelles à partir de leurs comptes, tout en prélevant « une commission symbolique » au profit de la compagnie. Le début sera avec l'assurance automobile, pour peu que la prestation soit élargie à l'avenir, pour englober les produits d'assurance. Tout détenteur d'un compte courant postal (CCP) actif peut bénéficier de cette prestation « en toute facilité », soit au niveau des agences commerciales ou électroniquement, et ce en signant la demande de paiement échelonnée et en autorisant le prélèvement mensuel, après le versement d'un apport initial d'un taux de 30% au moins de la prime d'assurance. Pour pouvoir bénéficier de la prestation, il est exigé que la durée du contrat d'assurance ne soit pas inférieure à une année et qu'il soit d'une valeur qui équivaut à ou dépasse 25.000 DA. Par contre, le prélèvement estau choix, à partir du compte du client, sur 4 ou 6 ou 8 mois. Ce service vise à renforcer le partenariat entre le secteur public et privé, à encourager la consommation et la croissance économique, ainsi que l'activation de l'inclusion financière. M. Zidi a souligné, lors de la conférence de presse, que les clients d'Algérie Poste ont besoin de ce genre de services, relevant que le premier objectif de l'entreprise est « la satisfaction du client ». Il a affirmé que l'établissement est prêt à accompagner les différents projets, appelant les sociétés désirants développer des services similaires au service de paiement par facilité de contacter l'entreprise. Dans ce cadre, il a révélé qu'Algérie Poste conduit actuellement plusieurs projets, dont « certains ont atteint la phase de maturité ». De son côté, M. Khelifati a précisé que « les indemnités issues des contrats d'assurances relatifs au nouveau service seront virées sur les comptes postaux (CCP) des souscripteurs ». Il a également fait état de la levée de plusieurs obstacles durant 18 mois de travail sur ce service, avant son lancement à l'aide d'une start-up, annonçant que la société « Alliance Assurances » est ouverte à l'idée de lancer des services similaires avec les banques.

ALGÉRIE 360

VISA POUR L'ALGÉRIE:

Quelles sont les démarches ?

Cet été, l'Algérie devient le pays tendance à découvrir pour les touristes étrangers, notamment européens. Après le coup médiatique que le pays a reçu à travers les jeux méditerranéens, mais aussi la visite de nombreuses personnalités connues au pays, beaucoup d'amateurs de voyages ont inscrit l'Algérie à leurs « Bucket lists ». Si vous ne possédez pas la nationalité des pays suivants : Libye, Mali, Malaisie, Maldives, Seychelles, Syrie, Tunisie et Yémen, il vous faudra alors faire une demande de visa afin de pouvoir entrer sur le territoire algérien.

DEMANDER SON VISA POUR L'ALGÉRIE

La demande pour un citoyen étranger n'ayant pas de double nationalité algérienne doit être soumise avant le départ. Le demandeur devra se rendre au consulat d'Algérie dans son pays de résidence ou par le biais d'agences spécialisées.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

La résolution du CS sur Ghaza a conduit à un isolement international de l'entité sioniste

La présidence palestinienne a indiqué mardi, que la résolution adoptée la veille par le Conseil de sécurité de l'ONU concernant un cessez-le-feu à Ghaza, avait conduit à un isolement international sans précédent de l'entité sioniste qui mène une sauvage agression contre le peuple palestinien.

Le porte-parole officiel de la présidence palestinienne, Nabil Abu Rudeineh, a souligné que malgré le fossé public qui se creuse entre l'entité sioniste et l'administration américaine, le soutien militaire américain et la protection politique qu'il fournit à l'occupation "n'ont pas encore changé de manière à conduire à l'arrêt de l'agression contre notre peuple palestinien".

Abu Rudeineh a appelé l'administration américaine à franchir des étapes "plus sérieuses et efficaces", parce que, a-t-il poursuivi, "la vraie bataille qui doit être traitée n'est pas seulement l'agression contre Ghaza ou les conflits régionaux, mais elle est plus profonde et plus large".

Résoudre un conflit qui dure depuis des décennies nécessite, selon le porte-parole de la présidence palestinienne, "un changement de politique américaine".

A l'initiative de l'Algérie, appuyée par les autres membres élus, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, lundi, par un total de quatorze voix pour, une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Ghaza pendant le mois de Ramadhan.

Cela fait suite à la proposition, par les membres élus du Conseil (Groupe des Dix), d'un nouveau projet de résolution après l'échec de la proposition américaine, vendredi dernier.

BIDEN: LES MANIFESTANTS RÉCLAMANT DAVANTAGE D'AIDE HUMANITAIRE À GAZA ONT "RAISON"

Le président américain Joe Biden a reconnu que les manifestants qui réclamaient davantage d'aide humanitaire et de services de santé à Gaza avaient "raison".

Des manifestants propalestiniens ont interrompu le discours de Biden, alors qu'il parlait du système de santé, en Caroline du Nord, dans le cadre de sa campagne électorale.

Alors que Biden soulignait l'importance des soins de santé, un manifestant a crié : "Qu'en est-il des soins de santé à Gaza ?". Biden a répondu en disant : "Tout le monde mérite des soins de santé."

Les manifestants ont rappelé que les hôpitaux de Gaza étaient bombardés, scandant des slogans tels que "Vous êtes complice du crime de génocide" et "Un cessez-le-feu immédiat".

Après un moment de silence Biden a déclaré : "Ils ont raison, nous devons fournir davantage d'aide (humanitaire) à Gaza."

Des manifestants propalestiniens ont interrompu le discours de Biden alors qu'il parlait du système de santé, en Caroline du Nord, dans le cadre de sa campagne électorale.

LA RÉSOLUTION DE L'ONU SUR GHAZA DOIT "S'ACCOMPAGNER DE PRESSION POLITIQUE ET D'EMBARGO SUR LES ARMES"

La secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard, a indiqué que la résolution de l'ONU adoptée par le Conseil de sécurité sur Ghaza, devait s'accompagner d'un "changement au niveau de la pression politique", soulignant la nécessité d'imposer un embargo immédiat et complet sur les armes au profit de l'entité sioniste.

"Cette résolution n'a que trop tardé, mais il est essentiel qu'elle soit mise en œuvre immédiatement et qu'elle conduise à un cessez-le-feu durable", a déclaré la SG dans un communiqué publié à l'issue de l'adoption de la résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat pendant le mois du Ramadhan.

Dans ce sens, Agnès Callamard a estimé que cette résolution devrait "s'accompagner d'un changement au niveau de la pression politique, notamment par le biais d'un embargo immédiat et complet sur les armes, afin de mener à un arrêt permanent des combats et de changer à plus long terme la difficile situation sur le terrain à Ghaza".

"La communauté internationale doit maintenant mettre de côté le jeu politique et faire en sorte que sauver des vies soit la priorité, en veillant à ce que cette résolution ouvre la voie à un cessez-le-feu durable", a-t-elle préconisé.

Pour leur part, les Etats-Unis, doivent suspendre les transferts d'armes vers l'entité sioniste et faire en sorte que cette dernière accepte un cessez-le-feu durable et permette un accès sans entraves à l'aide humanitaire à Ghaza, a soutenu la défenseuse des droits humains.

Concernant la situation humanitaire à Ghaza, Mme Callamard a alerté que des enfants "meurent déjà de faim et qu'une famine orchestrée par l'occupant est imminente" et "de vastes pans de la bande de Ghaza sont devenus inhabitables en raison de la campagne brutale de bombardements" sionistes.

"Il n'y a pas une minute à perdre. Les autorités (d'occupation sionistes) doivent immédiatement mettre fin à leur campagne brutale de bombardements à Ghaza et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire (...) Tous les Palestiniens et Palestiniennes détenus arbitrairement, y compris les civils de Ghaza, doivent également être libérés", a exhorté Mme Callamard.

DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISENT UN IFTAR COLLECTIF EN SOUTIEN À LA PALESTINE À GENÈVE

Des organisations de la société civile, actives à Genève, en Suisse, ont organisé un iftar collectif en soutien à la Palestine, en présence de nombreux représentants de ces organisations.

L'événement a été organisé par la communauté palestino-suisse du Grand-Saconnex, pour soutenir le peuple palestinien en proie à une guerre dévastatrice menée par Israël depuis 6 mois.

De nombreux représentants d'ONG et invités ont assisté à l'événement, et des drapeaux palestiniens et une banderole « Palestine libre » ont été accrochés. Les invités ont apporté des plats originaires de nombreux pays pour l'iftar.

Au cours de l'événement, des dons ont été collectés avec le soutien des participants, en faveur des Palestiniens.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une guerre dévastatrice dans la bande de Gaza qui a fait des dizaines de milliers de victimes civiles, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent et d'une destruction massive des infrastructures, qui ont conduit Tel-Aviv à comparaitre devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour ''génocide''.

La guerre israélienne a provoqué, en outre, le déplacement interne de 85% de la population de Gaza, en raison de graves pénuries de nourriture, d'eau potable et de médicaments, tandis que 60% des infrastructures de l'enclave ont été endommagées ou détruites, selon l'ONU.

RUSSIE

Les autorités honorent un jeune musulman de 15 ans, ayant sauvé 100 personnes dans l'attentat de Moscou

Lors de l'attaque terroriste qui a frappé le Crocus City Hall à Moscou, Islam Khalilov a mené une centaine de personnes vers la sortie de la salle de concert, alors que les balles fusaient. Les autorités russes ont honoré un jeune musulman de 15 ans, Islam Khalilov, qui a aidé plus de 100 personnes à s'échapper lors de l'attaque terroriste contre la salle de concert, Crocus City Hall dans la capitale, Moscou, vendredi 22 mars. La commissaire aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, a décerné au jeune musulman un "certificat pour son dévouement, et son courage dans l'aide des victimes". Un autre garçon de 14 ans, au nom de Artiom Donskov, a également reçu la même récompense pour son aide lors des évacuations. Dans ce contexte, le chef de l'Administration religieuse des musulmans de la Fédération de Russie et du Conseil du Mufti de Russie, Ravil Ain al-Din, a décerné à Khalilov la Médaille du service rendu aux musulmans de Russie pour son courage. Il est prévu que la médaille lui soit remise lors de la prière du vendredi 29 mars à la mosquée centrale de la capitale Moscou. Khalilov travaillait au Crocus City Hall. Un important groupe de spectateurs a quitté la salle au début de l'attaque, mais se dirigeait vers une impasse. C'est Islam qui a guidé les gens en panique vers la bonne sortie. Le comité d'enquête russe a annoncé samedi que le bilan de l'attaque revendiquée par l'organisation terroriste Daech, s'est alourdit à 139 morts, après la découverte de nouveaux cadavres. Samedi, le Service fédéral de sécurité russe a signalé l'arrestation de 11 personnes, dont 4 terroristes impliqués directement dans l'attaque, soulignant que les efforts se poursuivent pour identifier leurs complices. Il a déclaré que les terroristes qui ont participé à l'attaque de Moscou "ont tenté de fuir vers la frontière ukrainienne et avaient des contacts du côté ukrainien". Des scènes circulant sur les réseaux sociaux ont montré que les assaillants avaient ouvert le feu à l'aveuglette au Crocus City Hall. Un incendie s'était également déclaré sur le lieu provoquant l'effondrement du toit du bâtiment.

L'OMS ET L'UIP RENOUVELLENT LEUR PARTENARIAT

Ensemble pour un monde plus sain et plus sûr

L'Union interparlementaire (UIP) et l'OMS ont signé aujourd'hui un nouveau mémorandum d'accord, qui réaffirme le rôle essentiel que jouent les parlementaires dans la promotion d'une bonne santé afin de favoriser des sociétés stables et équitables.

Ce nouveau mémorandum de cinq ans a été signé par M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, et le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, lors de la 148e Assemblée de l'UIP, qui se tient à Genève du 23 au 27 mars 2024. Les deux organisations s'engagent à poursuivre leur collaboration visant à promouvoir, assurer et protéger la santé et le bien-être de tous les peuples, partout dans le monde. Ce mémorandum renouvelle l' engagement historique pris en 2018 (en anglais) et qui consiste à tirer parti de leurs mandats scientifiques et politiques respectifs pour relever les défis persistants et nouveaux auxquels sont confrontées les populations du monde entier.

Il renforce les domaines de coopération essentiels qui s'alignent sur les priorités mondiales dans le domaine de la santé, à savoir la couverture sanitaire universelle, la sécurité sanitaire mondiale, la promotion de la santé et la réduction des inégalités en matière de santé, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes.

Il comprend également de nouveaux domaines d'activités transversaux, notamment la lutte contre les changements climatiques, le soutien aux négociations menées par les gouvernements sur un nouvel accord sur les pandémies et le financement durable de la santé. Il s'agit notamment de collaborer au premier cycle d'investissement de l'OMS de cette année afin de remédier au déséquilibre persistant entre les contributions fixées et les contributions volontaires, aux distorsions qui en résultent et aux problèmes auxquels l'OMS est confrontée en raison d'un financement insuffisamment prévisible et flexible.

Les États Membres de l'OMS organisent leur dernier cycle de négociations (en anglais) sur un accord international sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies avant l'examen prévu d'une proposition pour adoption par la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé en mai 2024. L'accord proposé vise à fournir une base de coopération internationale, qui a fait défaut lors de la pandémie de COVID-19. Les parlements jouent un rôle essentiel en soutenant le processus d'adoption et en orientant les mesures de suivi au niveau national.

Le Dr Tedros a déclaré : « Les parlementaires jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques, la définition des priorités en matière d'investissement et la responsabilisation pour faire progresser la santé publique. Le leadership politique au service du public sauve des vies et protège la santé en veillant à ce que les communautés et les pays soient mieux préparés et visent à être plus sains et plus sûrs. L'OMS se réjouit de collaborer encore plus étroitement avec l'UIP et les parlementaires du monde entier pour faire progresser les efforts destinés à protéger et à promouvoir le bien-être des populations, qu'il s'agisse de négocier un accord sur les pandémies, afin d'éviter que les effets de la pandémie de COVID-19 ne se reproduisent, ou d'investir dans la couverture sanitaire universelle ».

M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, a déclaré : « La pandémie de COVID-19 n'est pas un cas isolé. Une autre pandémie se produira. La question n'est pas de savoir si elle va se produire, mais quand. Les parlements ont un rôle clé à jouer, c'est pourquoi nous continuerons à collaborer avec l'OMS à tous les niveaux pour sensibiliser les parlementaires à l'accord sur les pandémies et à d'autres processus mondiaux dans le domaine de la santé, pour permettre aux parlementaires d'avoir accès à une expertise technique et à des informations, et pour les aider à réaliser leurs priorités nationales en matière de santé et les soutenir avec la législation et les ressources nécessaires. »

Parmi les grandes étapes de la collaboration entre l'UIP et l'OMS, on peut citer une résolution historique de l'UIP en 2019 sur la réalisation de la couverture sanitaire universelle, un certain nombre de ressources pratiques pour les parlementaires, comme un récent guide sur la couverture sanitaire universelle, et de nombreux événements qui ont réuni des experts de la santé et des parlementaires.

L'UIP est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Elle a été fondée en 1889 pour encourager la coopération et le dialogue entre toutes les nations, en tant que première organisation politique multilatérale. Elle compte aujourd'hui 180 Parlements membres et 15 organismes parlementaires régionaux. Elle promeut la paix, la démocratie et le développement durable. Elle aide les parlements à se renforcer, se rajeunir, se rapprocher de la parité hommes-femmes et devenir des institutions plus innovantes. Elle défend aussi les droits de l'homme des parlementaires par le biais d'un comité spécialisé comprenant des parlementaires issus de toutes les régions du monde.

Cette huile d'olive extra-vierge ne doit pas être consommée

Une huile d'olive vierge extra biologique vendue dans les magasins Day by Day fait l'objet d'un rappel. Cette huile présente un caractère rance.

L'huile d'olive est souvent recommandée comme ingrédient clé d'un régime alimentaire sain et équilibré, surtout depuis que le régime méditerranéen est considéré comme « le meilleur régime au monde« . L'huile d'olive est en effet une excellente source d'acides gras monoinsaturés, qui réduisent le risque de maladies cardiovasculaires en aidant à réduire le taux de cholestérol LDL (le « mauvais » cholestérol) dans le sang tout en augmentant le taux de cholestérol HDL (le « bon » cholestérol).

L'huile d'olive contient aussi des composés antioxydants puissants, qui aident à protéger les cellules contre les dommages causés par les radicaux libres. Et ses polyphénols ont démontré des effets anti-inflammatoires dans le corps.

UNE HUILE D'OLIVE AU CARACTÈRE RANCE

Bref, une consommation régulière d'huile d'olive est reconnue comme bénéfique pour la santé. Mais toutes les huiles d'olive ne se valent pas. Récemment 60 millions de consommateurs a point du doigt certaines marques à éviter. Et cette fois, c'est une huile d'olive vierge extra biologique qui fait l'objet d'un rappel.

Cette huile d'olive ne doit pas être consommée car « le produit n'a pas les caractéristiques organoleptiques d'une huile extra vierge bio pouvant être commercialisée au détail » soulignent les autorités. « Cette huile ne correspond pas à une huile d'olive bio extra vierge et présente un caractère rance ».

Huit signes indiquant que votre corps manque de vitamine C !

Soyez à l'écoute de votre corps, il a la capacité de communiquer avec vous et de vous envoyer des signaux pour vous alerter sur votre état intérieur.

Les signes d'une carence en vitamine C peuvent sembler anodins. La vitamine C est un nutriment essentiel qui doit être consommé régulièrement.

Pour vous aider à déceler une carence en vitamine C, voici les symptômes avant-coureurs !

À savoir, pour les adultes, l'apport quotidien recommandé en vitamine C est d'environ 110 mg !

Peau rugueuse et bosselée

Une carence en vitamine C va provoquer la formation de petites bosses semblables à de l'acné sur les bras, les cuisses ou les fesses.

Cette affection cutanée est connue sous le nom de kératose pilaire. Une peau de poulet se forme à l'arrière des bras, cuisses ou fesses.

Follicules pileux rouges vif

Les follicules pileux contiennent de nombreux petits vaisseaux sanguins qui peuvent se rompre en raison d'une carence en vitamines C, provoquant l'apparition de taches rouges.

Peau sèche

Une peau saine contient de grandes quantités de vitamine C. La vitamine va aider à maintenir la peau en bonne santé en la protégeant des dommages oxydatifs.

Une carence en vitamine C est associée à un risque accru de développer une sèche et ridée.

Cicatrisation difficile

La carence en vitamine C ralentit la cicatrisation des plaies. Cela est dû au fait que la carence ralentit le taux de formation de collagène. Néanmoins, ce signe avant-coureur est synonyme d'une carence avancée.

Articulations douloureuses

Une carence en vitamine provoque souvent des douleurs articulaires. Dans les cas les plus graves, des saignements dans les articulations peuvent survenir, provoquant des gonflements.

Saignements des gencives

Les gencives rouges, enflées, voire saignantes sont un signe courant de carence de vitamine C. Une carence sévère peut même entrainer la perte de dents !

Faible immunité

La vitamine C est un nutriment important pour le système immunitaire. De faibles niveaux de vitamine C sont liés à un risque accru d'infection.

Une carence en vitamine C est associée à une faible immunité.

Fatigue inexpliquée

La carence en vitamine C est liée à notre santé mentale.

Selon Psychology Today, la vitamine C aide à réduire les effets physiques et psychologiques du stress sur les personnes. Les personnes qui en consomment régulièrement sont plus heureuses et moins stressées.

Des signes de fatigue et de mauvaise humeur peuvent apparaître en cas de manque de vitamine C.

Crème d'épinard

Ingrédients:
" 5 gr de beurre
" 150 g d'oignons
" 1 c à c de sel
" 1 c à c de poivre
" 1 c à c de noix de muscade
" 1 cube de bouillon de poulet dessous dans 500 ml d'eau
" 300 ml de crème fraiche
" 500 g d'épinards frais

Etapes de réalisation
1. Chauffer le beurre dans une casserole sur le feu puis faire revenir les oignons jusqu'à ce que ça devienne tendre
2. ajoutez le sel, le poivre et la muscade râpée
3. Ajouter le bouillon de poulet dans le mélange en remuant
4. Ajouter la crème, en remuant pendant une minute
5. Ajouter les épinards, cuire 5 min ou 10
6. blinder le mélange et puis laissez sur feu doux jusqu'à ébullition pendant deux minutes supplémentaires

Salade composée au riz et thon

Ingrédients:
" 1 verre de riz précuit dans de l'eau salée
" 1/2 verre de petits pois cuits à la vapeur
" 100 gr de thon
" 2 à 3 betteraves cuites dans de l'eau salée
" 2 à 3 carottes râpées
" salade verte lavée et égouttée.
" 1/2 verre de mais
" quelques cornichons
" des olives vertes dénoyautées
" des tomates cerise
" 3 a 4 c à s de mayonnaise
" 1 c à c de motarde.
" sel
" jus de citron
" huile d'olive.

Etapes de réalisation
1. préparez la sauce en mélangeant la mayonnaise, la motarde, le jus de citron, l'huile et le sel, fouettez bien.
2. ajoutez dedans le riz, les petits pois, et le thon, mélangez et mettez de part.
3. coupez les betteraves en dés, et assaisonner avec du jus de citron, d'huile et de sel.
4. râpez les carottes, et assaisonner les aussi avec du jus de citron, d'huile et de sel, d'habitude j'ajoute un peu d'ail, selon le goût.
5. dressez la salade verte dans un plat de présentation assez large.
6. tassez la salade de riz dans un bol et tournez-la au milieu.
7. décorez selon votre goût, avec la salade de betterave, la salade de carottes, les mais, la tomate et les cornichons.
8. décorez avec des olives, des œufs durs si vous voulez, et un peu de persil et de mayonnaise.

Tajine d'artichauts farcis

Ingrédients :
" 4 à 5 fonds d'artichauts
" 500g de viande hachée
" 1 oignon râpé
" 1 c à c de smen
" 2 c à s d'huile d'olive
" 1 paquet de poivre noir, sel
" 1 poignée de riz
" persil,
" 4 à 5 œufs
" 2 gousses d'ail
" 1 blanc d'œuf
" sel, poivre, cannelle.
" eau.

Etapes de réalisation
1. nettoyer les artichauts, ôter les feuilles et le foin,
2. les passer au citron pour éviter qu'ils ne noircissent
3. faites bouillir pendant 10 min dans de l'eau salée
4. égoutter et réserver
5. placez le riz dans de l'eau bouillante salée et réserver
6. Mélanger la viande hachée avec l'ail et le persil haché,
7. ajouter le blanc d'œuf, le sel, le poivre, un peu de cannelle. bien malaxer le tout,
8. formez des boulettes avec la moitié de cette quantité, et remettre au frais
9. à la viande hachée restante ajouter le riz égoutté et réserver
10. dans une marmite, faites rissoler l'oignon couper en petit cube avec le smen, l'huile, le sel, le poivre, et la cannelle,
11. Faire revenir longuement sur feu doux, tout en remuant de temps en temps.
12. Couvrir d'eau chaude, ajouter du persil haché et laisser cuire.
13. garnir les fond d'artichauts avec la farce de viande hachée et formez un creux à l'intérieur
14. placez ces fonds garnis dans la sauce blanche,
15. ajoutez les boulettes de viande hachée
16. à la cuisson de la viande, cassez un œuf dans chaque creux (ça risque d'être petit, si vous n'avez pas bien aplatit la viande, donc pensez à faire un bon creux)
17. laissez cuire encore 5 min, et retirez du feu

Omelette au four / roulé aux œufs facile

Ingrédients
" 220 ml de lait
" 1/3 de verre (de 220 ml) de farine tout usage
" 8 œufs
" Sel au goût
" ¼ de c à c de poivre noir
" 2 c à c de ketchup
" 2 poivres rouge grillés, épépinés, nettoyés et coupés en dés.
" 1 oignon caramélisé dans un peu d'huile.
" 1 verre de Fromage cheddar

Etapes de réalisation
1. Préchauffez le four à 180 degrés C
2. chemisez un plateau de 18 sur 25 cm allant au four, avec du papier sulfurisé
3. Dans un bol, mélangez la farine et le lait.
4. Ajoutez les œufs, le ketchup, le sel et le poivre et bien mélanger au fouet.
5. Versez la pâte dans le moule préparé.
6. Parsemez d'oignons, le poivron rouge, uniformément sur le dessus.
7. Cuisez au four pendant 20 minutes, jusqu'à ce que les œufs soient bien cuit.
8. Saupoudrez le fromage sur le dessus et cuire au four pendant encore 6-8 minutes
9. Retirez du four et laissez refroidir pendant 5 minutes.
10. Soulevez le papier sulfurisé de l'un des côtés les plus courts et roulez l'omelette bien, retirez le papier et coupez en tranches

Coca : chaussons de la cuisine algerienne

Ingrédients
Pour la pâte:
" 500 g de farine
" 1 verre d'eau
" 1 verre d'huile
" 1 pincée de sel
" un jaune d'œuf
" un œuf pour la dorure
Pour la farce:
" 3 oignons
" 3 tomates fraiches
" 1 c. à s de concentré de tomate
" du thon (facultatif)
" des olives noires (facultatif)
" sel et poivre noir
" de l'huile d'olive

Etapes de réalisation
Préparez la pâte :
1. mettez la farine dans un bol, faire une fontaine, ajoutez le jaune d'œuf et l'huile en sablant avec les mains, ajoutez le sel et l'eau, jusqu'à obtention d'une pâte.
2. Enveloppez d'un film alimentaire et laisser la pâte reposer au frais pendant 1 heure.
Pendant ce temps préparez la farce :

1. ôter la pelure des oignons, les rincer et les couper en lamelles.
2. Ensuite, pelez les tomates, les épépiner et les couper en petits morceaux.
3. Mettre dans une poêle un peu d'huile, y mettre les oignons, saler et poivrer et laisser cuire à petit feu , ensuite ajoutez les tomates et le concentré de tomates, ajouter si nécessaire un peu d'eau pas trop !
4. Une fois cuite, placer cette farce dans un saladier et laisser bien refroidir.

Pour former nos cocas :
1. Divisez la pâte en plusieurs morceaux.
2. Étalez chaque morceau de pâte sur un plan de travail fariné, coupez à l'aide d'un emporte-pièce des ronds de 12 cm de diamètre, et mettre au centre de chaque ronds de la farce et plier en chaussons.
3. Soudez chaque chausson à l'aide d'une fourchette, en appuyant sur les rebords
4. Placez les chaussons sur la plaque du four garnie d'un papier sulfurisé.
5. Badigeonnez à l'aide d'un pinceau l'œuf et cuire dans un four préchauffé à 170 °C pendant 20 à 25 mn.

Mahalabiya

Ingrédients
" 500ml De lait
" 4 C à s de sucre
" 2 C à s de maïzena
" 2 C à s d'eau de rose
" 1 C à s d'eau de fleurs d'oranger
Pour la garniture:
" pistache en poudre
" fruits confits

Etapes de réalisation
1. prélevez 3 cuillères à soupe de lait, et faites dissoudre la maïzena dedans.
2. Dans une casserole mettre le lait, le sucre, le mélange maïzena et lait.
3. Mélangez avec une cuillère en bois sur feux moyen sans cesser de remuer jusqu'à épaississement de la crème.
4. Ajoutez l'eau de rose et l'eau de fleurs d'oranger, remuez encore et retirer du feu. Versez dans des ramequins et laissez refroidir complètement avant de les mettre au frais.

Selection du jour

TF1

21h10

Mercato

Avec : Arnaud Ducret, Manon Azem, Iliès Kadri, Kofs, Pierre-François Martin-Laval, François-Dominique Blin, Elodie Varlet, Zaé Bougheraba

Une catastrophe se produit lorsqu'un forcené s'introduit dans les locaux de la police judiciaire et prend Thomas Chevalier en otage dans la salle des scellés. Ce dernier ne sait pas comment réagir face à une situation qu'il n'aurait jamais pu prévoir, et qui se produit pour la première fois. Nora et toute son équipe vont tout faire pour sauver leur chef. Ils vont utiliser leurs propres méthodes, quitte à tenir tête aux hommes du RAID, déterminés à appliquer la procédure à la lettre...

CANAL+

21h00

Trigger Point

Avec : Vicky McClure, Mark Stanley, Kris Hitchen, Natalie Simpson, Thom Ashley, Stuart Whelan, Cris Haris, Eric Shango, Karl Farrer, Rachel Kwok, Richard Sutar, Joakim Skarli, Delia Florea

Lana livre des informations sur les membres de la Vague à la section anti-terroriste. Le commandant Francis est hors de lui quand il apprend qu'elle n'a pas placé Alex en garde à vue lorsqu'il lui a rendu visite chez elle la veille. Le capitaine Batra, de son côté, a obtenu la photo de la femme qui aurait poussé Thom dans la cage d'ascenseur...

M6

21h10

Pékin express

Pour cette septième étape, les aventuriers encore dans la course se trouvent toujours en Malaisie. Ils y effectuent une séance d'auto-stop un peu particulière durant laquelle ils doivent transporter, dans une bassine, un maximum de thé noir, sur des routes de montagnes sinueuses. Les binômes participent également au quiz express en répondant à des questions de culture générale durant leur trajet en voiture. En cas de mauvaise réponse, ils doivent descendre du véhicule. Dans la jungle, ils font également connaissance avec le peuple originel de Malaisie : les Orang Asli.

France 2

21h00

Envoyé spécial

« Pompes à chaleur : pompes à fric ? » : Plus écologiques et plus économiques, les pompes à chaleur séduisent les Français. Promues par les pouvoirs publics et financées en partie par les aides de l'État, plus de 300 000 ont été vendues l'an dernier. Malheureusement, les installateurs ne sont pas tous honnêtes • « JO : qualifié ou recalé ? » : Le paratireur Damien Letulle, les pongistes Alexis et Félix Lebrun, le marathonien Duncan Perrillat et la grimpeuse Oriane Bertone sont unis par le même rêve : participer à leurs premiers Jeux Olympiques et Paralympiques… Feront-ils partie de la sélection ? •

France 3

21h10

OPJ

Avec : Yaëlle Trulès, Antoine Stip, Nathan Dellemme, Marielle Karabeu, Laurent Robert, Mona Claude, Cécile Rebboah, Lucas Ivoula, David Baïot

Un officier de police à la retraite a été assassiné chez lui. Sa réputation d'intégrité professionnelle est mise en doute par des découvertes insolites à son domicile. C'est parce que la victime appartenait à la police que Clarissa Hoarau veut absolument diriger l'enquête, quitte à se mettre sous l'autorité du juge d'instruction Lison Desmartin. Les deux vieilles copines, fâchées à mort depuis 20 ans, envisagent néanmoins de travailler ensemble.

W9

21h00

Bad Boys II

Avec : Will Smith, Martin Lawrence, Téa Leoni, Tchéky Karyo, Theresa Randle, Joe Pantoliano, Nestor Serrano, Anna Levine, Marg Helgenberger, Michael Imperioli, Karen Alexander, Emmanuel Xuereb, Saverio Guerra, Michael Taliferro ... et Norman Max Maxwell

Mike Lowrey et Marcus Burnett, inspecteurs de la brigade des stupéfiants de Miami, sont sur les traces de Tapia, parrain de la mafia cubaine, qui s'apprête à vendre une nouvelle drogue aux Etats-Unis. Au cours de leurs investigations, ils croisent Sydney, la sœur de Marcus et agent de police, qui mène sa propre enquête sur un vaste réseau de dealers russes.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e- mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siége social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail :agence.reqie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustrations adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

LE CHIFFRE DU JOUR

86,25 Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 86,25 dollars mardi en légère baisse.

CONFLIT SINO-PHILIPPIN

Les États-Unis cultivent un adversaire dans le jardin de la Chine

Par : Timour Fomenko, analyste politique, un article initialement publié sur RT International

Les Philippines sont un allié des États-Unis par voie de traité depuis 1951, quasiment depuis que cet archipel est devenu un pays indépendant. Auparavant, c'était une colonie des États-Unis, qui l'avaient conquis comme trophée de guerre sur l'Espagne. C'est pourquoi les Philippines ne peuvent pas être décrites comme autre chose qu'un pays pro-américain. Cependant, ces dernières années la République des Philippines a suivi une ligne différente.

Sous la présidence du très franc et direct Rodrigo Duterte, l'archipel est devenu plus ambigü au plan géopolitique dans ses relations étrangères, cherchant des relations plus étroites avec la Russie et la Chine, tout en restant cordial avec les États-Unis. Cette ligne inhabituelle faisait partie de la stratégie de Duterte d'adopter une approche plus centralisée pour diriger le pays, qui souffre de hauts niveaux de pauvreté, de criminalité et de troubles intérieurs. Duterte était un partisan d'une ligne dure et a également vu une opportunité économique dans le rapprochement avec Pékin, malgré d'importants contentieux dans la mer de Chine méridionale. Pendant cette période, ses relations avec Washington ont souffert, car ce dernier n'a contribué en rien au développement du pays malgré la «souveraineté» post-coloniale des États-Unis. Au lieu de cela, Duterte a opté pour l'initiative «Une ceinture, une route» et a cherché à mettre le turbo dans les îles avec des investissements chinois.

Pourtant, un an seulement après le départ de Duterte, le retour au pouvoir de la famille Marcos a vu les Philippines faire un véritable virage à 180 degrés dans leur politique étrangère, et passer d'une position pro-Pékin à une position d'antagoniste effectif de Pékin en faveur des États-Unis. Ferdinand Macros Jr, connu sous le nom de «Bongbong», est le fils de Ferdinand Marcos, l'homme qui a dirigé le pays en dictateur de droite anticommuniste du milieu des années 1960 au milieu des années 1980. La famille était connue pour sa corruption et le vol de biens nationaux à des fins personnelles, mais elle s'en est tirée, précisément parce qu'elle était inconditionnellement pro-américaine. En effet, pendant la Guerre froide, Washington soutenait des personnages très brutaux à condition qu'ils soient anticommunistes.

UN VIRAGE À 180 DEGRÉS DANS LES RELATIONS AVEC LA CHINE

Bongbong, comme son père, n'est pas innocent, il a été élu président des Philippines tout en étant un homme compromis à la merci des États-Unis. Paradoxalement, il encourt des poursuites judiciaires aux États-Unis car, conformément à un arrêt de la Cour, il doit payer 353 millions de dollars américains aux victimes du régime de son père, et c'est pourquoi il ne peut pas entrer dans le pays. Par quoi cela se traduit-il du point de vue politique ? Par un moyen de pression par Washington. Force est de constater que les autorités américaines n'entreprennent, pour des motifs diplomatiques, aucune mesure qui mettrait en pratique cette décision ou favoriserait la saisie des actifs de Marcos ou de ceux de sa famille.

Quelle est la contrepartie dans ce cas? Apparemment, tant que Bongbong dirigera la politique étrangère des Philippines dans le sens voulu par les États-Unis, Washington fermera les yeux sur la décision judiciaire contre lui. Il n'est pas surprenant qu'à peine entré en fonction, Marcos Jr. ait fait un virage à 180 degrés dans les relations avec la Chine, et ait considérablement augmenté les tensions avec Pékin. Alors que l'administration Duterte s'efforçait de garder le calme à l'égard des différends territoriaux en mer de Chine méridionale, Marcos Jr. s'est délibérément opposé à Pékin en repoussant les limites et en attirant l'attention internationale sur la situation, incitant de fait les États-Unis à déclarer qu'ils défendraient les Philippines en cas de conflit. En outre, des dizaines de hauts fonctionnaires américains se sont rendus en visite dans le pays dans le cadre d'une vaste «opération séduction» des États-Unis. Mais ce n'est pas tout : il a accepté d'augmenter le nombre de bases aux-

quelles les États-Unis peuvent accéder aux Philippines, il a félicité le président élu de Taïwan, et il a réduit en grande partie la participation de Manille à l'initiative «Une ceinture, une route» en annulant une série de projets. En revanche il a cherché à développer une relation avec le Japon en tant qu'alternative à la Chine. Les États-Unis, le Japon et les Philippines envisagent d'ailleurs pour la première fois un sommet trilatéral. En résumé, les Philippines sont passés d'une position d'État ami envers la Chine en Asie du Sud-Est à celle de l'État qui lui est le plus antagoniste, une position difficile en raison de la relative faiblesse économique du pays et sa dépendance commerciale envers la Chine. Pour la Chine, cette situation est un casse-tête sans réponses faciles. Cela est dû à la position ferme et sans compromis de Pékin à l'égard de la mer de Chine méridionale dont il revendique la plus grande partie. La rigidité de cette position non seulement se heurte aux pays d'Asie du Sud-Est, mais elle crée également un levier politique dont les États-Unis peuvent facilement se servir. Si la Chine plie, elle se montrera faible, et la politique des États-Unis consiste bien sûr à inciter ces pays à résister activement à Pékin, ainsi qu'à les soutenir sur le plan militaire pour cela. Alors, comment la Chine peut-elle amender ses relations avec les Philippines ? Elle pourrait simplement éviter de créer une crise et attendre l'arrivée au pouvoir d'un président plus favorable à Pékin, puisqu'il est clair que Marcos Jr. est un homme politique compromis dont Washington peut instrumentaliser la faiblesse et l'héritage familial destructeur à son avantage.

T. F.

Post scriptum

Par B. Chellali

Les triomphes de l'Algérie en interne et en externe

La promotion de la démocratie participative consiste à renforcer et à libérer les énergies créatrices pour édifier une société émancipée, une économie performante productrice de valeurs et non plus simplement consommatrice de ressources pétrolières et gazières, afin que le citoyen soucieux de ses devoirs et de ses droits, soit en même temps l'agent économique rationnel soucieux de ses intérêts et de ceux de la nation tout entière. Fondamentalement en l'étape actuelle l'impératif est de légitimer les hiérarchies sociales, c'est à dire, celles qui sont fondées sur le savoir et l'esprit d'entreprise, et à mener un combat inlassable contre la bureaucratie, la corruption, la spéculation et la subversion politique visant à affaiblir l'autorité de l'Etat et à distendre la cohésion sociale. Dnas ces conditions, le front interne solide peut être le catalyseur et le creuset de cette vaste recomposition du tissu socio-culturel, d'une large reconfiguration du paysage politique, qui seuls, peuvent garantir, en la renouvelant périodiquement, la stabilité socio-politique du pays en harmonie avec son histoire et en phase avec l'ère nouvelle présente capable du reste d'anticiper au mieux l'avenir de la nation, un avenir social serein animé par le souffle constant de la Révolution de Novembre-1954, de la fidélité et de la sincérité aux sacrifices des martyrs héros qui ont donné de leur vie pour la fierté et la grandeur de l'Algérie. Les réalisations accomplies par l'Algérie au cours de ces dernières années tant pour sa stabilité politique et sécuritaire que pour son développement global dans différents secteurs, les étapes différentes franchies dans le parachèvement constitutionnel et de la légitimité des institutions dans le droit chemin de l'édification du processus de l'Etat de droit, de la justice sociale et du pouvoir populaire sont des acquis à appréhender avec confiance et optimisme.

Au-delà de toutes ces "réalités objectives" du moment et des perspectives d'avenir, il est une réalité profonde et permanente: l'invincibilité de la maturité de l'Algérie et de son peuple, toute la capacité inébranlable de tenir tête aux ennemis, au terrorisme, à l'impérialisme et au sionisme et à leurs satellites ici et là. En effet, ni les machinations de toute sorte entreprises, déployées constamment par le Maroc n'ont réussi à désarmer l'Algérie, toujours présente. Toujours debout et vivante en interne et sur le plan régional et international. Moment ô combien bouleversant dans sa signification et sa portée pour les apprentis sorciers, le triomphe de la diplomatie algérienne au Conseil de sécurité des Nations unies où la diplomatie face notamment au veto américain a réussi un véritable coup de maître en arrachant auprès des membres du Conseil de sécurité y compris les membres permanents leur l'alignement sur les positions de l'Algérie exigeant l'adoption d'une résolution d'un cessez-le feu immédiat dans la bande de Ghaza pendant le mois de Ramadhan.

Pour rappel à l'initiative de l'Algérie, appuyée par les autres membres élus, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, lundi, par un total de quatorze voix pour, une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Ghaza pendant le mois de Ramadhan. En cette direction, l'Algérie a mené d'intenses négociations pendant deux jours, au cours desquels elle a rédigé une proposition succincte traitant des éléments les plus complexes, y compris un cessez-le-feu immédiat conduisant à un cessez-le-feu permanent, la libération de tous les détenus et la garantie de l'acheminement de l'aide humanitaire et des besoins médicaux..

Le feu vert du Conseil de sécurité pour un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Ghaza défendu avec acharnement par la diplomatie algérienne se veut celui de la "sagesse", de la sincérité et de la franchise" d'un pays totalement engagé pour la cause palestinienne, pour le droit international, la paix et la sécurité à travers le monde. Il était acquis d'avance que l'élection e l'Algérie au sein du Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membre non-permanent pour un mandat de eux ans (2O24-25) allait prendre la tournure d'un véritable challenge diplomatique. Parmi les multiples constations que les observateurs de la diplomatie étrangère de l'Algérie ont relevées, il en est une qui mérite d'être mise en évidence: l'Algérie inscrit son action, régionale et internationale dans un processus d'évolution qui constitue le prolongement naturel de ses choix internes.

C'est vers cette direction que sa politique étrangère a été orientée dans ses relations avec les pays de son environnement immédiat, avec les pays arabes, africains et ceux d'Asie et d'Amérique latine.

L'Algérie en associant son nom à l'étape historique de la Cause palestinienne a constamment œuvré pour l'instauration du droit international, du droit humanitaire à la logique des rapports de force qu'utilisent l'entité sioniste. Sur le plan multilatéral, l'Algérie a toujours situé son action dans le cadre de son étroite solidarité avec les autres pays en voie de développement confrontés aux mêmes problèmes de sauvegarde de leur indépendance politique et économique. Cette démarche est conforme à sa conviction que la défense des intérêts nationaux des pays en voie de développement et la consolidation des acquis locaux ou sectoriels passent par la défense des intérêts communs à tous les pays dans leur ensemble. Ce principe a été rappelé lors de la dernière Assemblée générale des Nations unies par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune en plénière et au cours de laquelle il a mis l'accent sur un nouvel ordre fondé sur l'égalité entre les Etats membres de l'ONU. Il a jugé sans précédent le niveau atteint par les conflits et les crises, décrivant des relations internationales soumises à des logiques de confrontation et de conflits qui mettent en péril les institutions internationales à l'heure où le monde est soumis à des pressions énormes.

Le président Abdelmadjid Tebboune a regretté la perte d'efficacité du Conseil de sécurité dans son rôle de maintien de la paix et de la sécurité internationale. "L'Algérie, qui s'apprête à siéger au Conseil, est consciente de sa responsabilité à la lumière des défis immenses auxquels le monde est confronté", a-t-il souligné. Il a appelé à réformer l'ONU afin de garantir une répartition géographique équitable, à revitaliser le rôle central de l'Assemblée générale, seul organe reflétant réellement la diversité des Etats membres, et à faire avancer le processus de négociation intergouvernemental pour une réforme du Conseil de sécurité, plaidant en faveur de la position africaine commune.

A cette occasion, le président Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé le soutien de l'Algérie à la Cause palestinienne, appelant à mettre fin à l'occupation israélienne, "principale source de déstabilisation au Moyen-Orient.

B. C.